

GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG

RAPPORT SUR L'ISLAMOPHOBIE

POUR L'ANNÉE 2019

PERCEPTION & VÉCU



Ministère de la Culture
et de la Communication
Ministère de la Santé



*Pour nos soleils et nos lunes.
Cette génération qui nous a illuminés et
que l'on voit s'éteindre aujourd'hui !*

Remerciements

Nous exprimons nos plus sincères remerciements à toutes les personnes ayant contribué à la réalisation de ce travail.

Nous les remercions pour leur contribution à la rédaction de ce rapport, leur participation à notre enquête ou encore leur soutien.

Nous remercions également tous ceux qui susciteront de l'intérêt pour cette recherche et sauront en faire bon usage.



OBSERVATORIUM FIR ISLAMOPHOBIE
ISLAMOPHOBIA OBSERVATORY
OBSERVATOIRE DE L'ISLAMOPHOBIE



Le mot du Président

Yves Boden

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Voilà déjà deux ans que j'ai le plaisir et la grande responsabilité d'être à la présidence de l'Observatoire de l'Islamophobie au Luxembourg (OIL).

Notre mission vise principalement un travail d'information, de prévention et de sensibilisation aux discriminations au sein de la société Luxembourgeoise. Tout ceci en essayant d'apporter l'accompagnement le plus qualitatif possible aux individus subissant ces injustices.

Nous sommes tous d'accord avec le fait que l'injustice, qu'elle soit volontaire ou non, reste humaine. Cependant, il incombe à chacun d'entre nous de lutter quotidiennement contre. Si nous trouvons le monde injuste, alors déployons les efforts nécessaires pour en créer un nouveau.

Un monde plein d'harmonie marqué par un environnement de diversité sociale et culturelle. Une société où les relations coopératives et un désir commun de paix et d'apaisement prédominent.

Telles sont les valeurs portées par l'OIL que nous nous efforçons de défendre.



Résumé

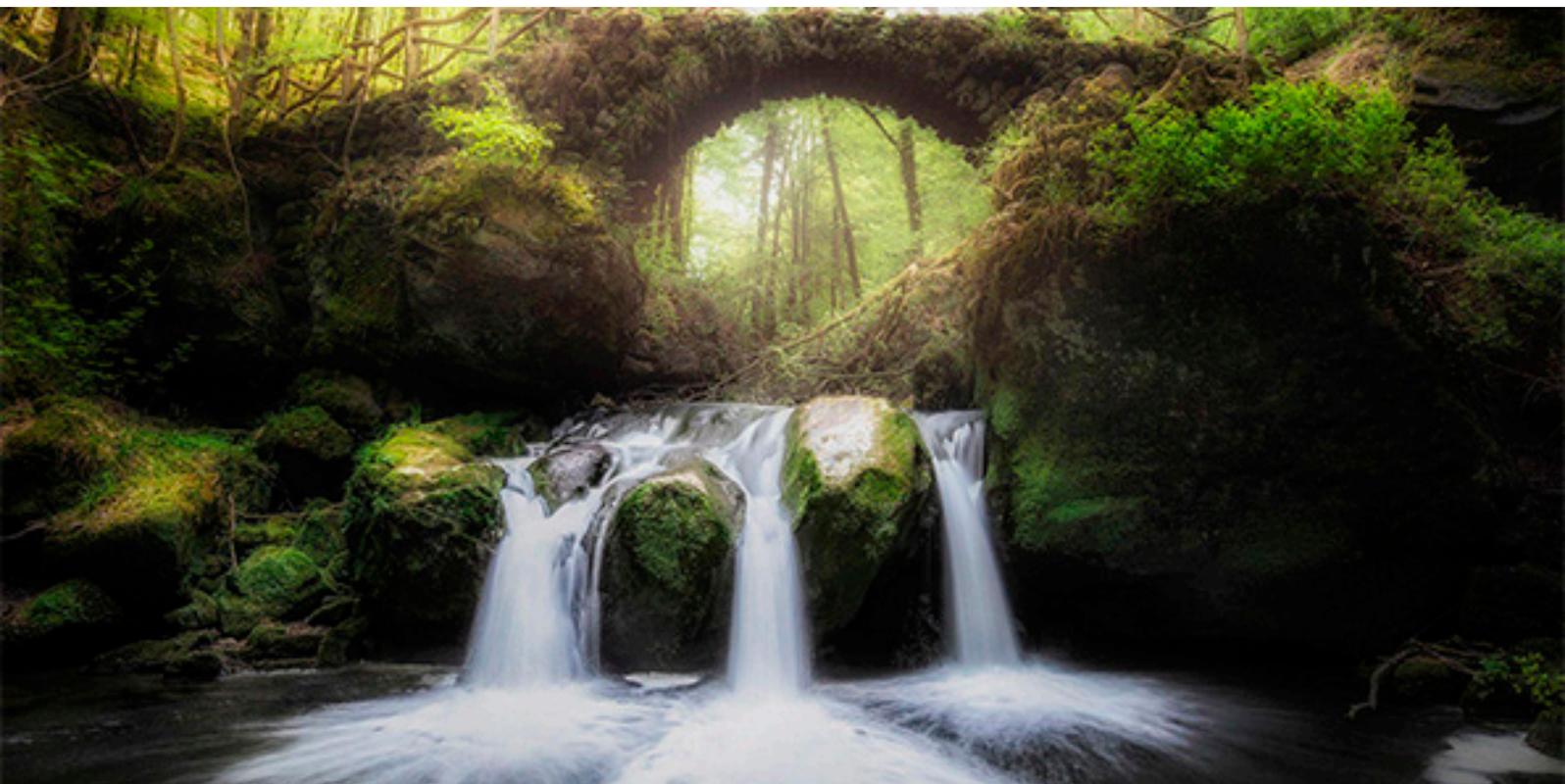
Ce 2ème rapport de l'Observatoire de l'Islamophobie au Luxembourg (OIL) démontre la présence effective d'une discrimination spécifiquement dirigée vers les individus de confession musulmane. Cependant, 75,68% de nos participants estiment qu'ils sont bien intégrés socialement au Grand-Duché du Luxembourg, et 75,04% d'entre eux pensent que les individus de confession musulmane y sont moins discriminés que dans les pays frontaliers (France, Allemagne, Belgique). Nos résultats soulignent que, depuis la création de l'OIL, nous observons une baisse générale de 8% des actes islamophobes constatés entre 2017 (34,88%), 2018 (35,52%) et 2019 (27,68%). Les expériences d'Islamophobie subies directement, quant à elles, ont baissées de 1,28% entre 2017 (18,88%) et 2019 (17,6%), et ont augmentées de moins de 1% entre 2018 (16,96%) et 2019 (17,6%).

L'approche intersectionnelle qui a été adoptée permet de mettre en lumière l'hétérogénéité des situations de discriminations selon les groupes sociaux. En effet, certains individus étant susceptibles d'être discriminés sur base d'autres critères (la situation de handicap, le port de signe religieux, la vulnérabilité particulière résultante de la situation économique, les jeunes et les seniors) recouvrent un taux d'Islamophobie perçue et vécue supérieur à la moyenne du reste de nos participants. La dimension genrée des expériences d'Islamophobie ne démontre pas de différence particulière entre les hommes et les femmes, sauf lorsque ces dernières portent un signe religieux (voile etc.). Aussi, l'Islamophobie reste fortement soumise à un phénomène de non-déclaration de la part des victimes. Environ 7% des cas d'Islamophobie vécus ont été déclarés de manière formelle ou informelle. Enfin, le monde du travail, les médias, les réseaux sociaux, l'éducation/la formation et la voie publique sont en tête de liste des domaines concernés par l'Islamophobie, qu'elle soit perçue et vécue.

Abstract

This 2nd report from the Observatory of Islamophobia in Luxembourg (OIL) demonstrates the actual presence of discrimination specifically directed at individuals of Muslim faith. However, 75.68% of our participants believe that they are socially well integrated in the Grand Duchy of Luxembourg, while 75.04% of them think that individuals of Muslim faith are less discriminated against in Luxembourg than in bordering countries (France, Germany, Belgium). Our results highlight that, since the creation of the OIL, we have observed a general decrease of 8% in Islamophobic acts observed between 2017 (34.88%), 2018 (35.52%) and 2019 (27.68%). Direct experiences of Islamophobia, for their part, decreased by 1.28% between 2017 (18.88%) and 2019 (17.6%), and increased by less than 1% between 2018 (16.96 %) and 2019 (17.6%).

The intersectional approach that has been adopted makes it possible to highlight the heterogeneity of situations of discrimination according to social groups. Indeed, some individuals being likely to be discriminated against on the basis of other criteria (the situation of disability, the wearing of religious symbols, the particular vulnerability resulting from the economic situation, the young and the elderly) face a higher rate of perceived and experienced Islamophobia than the average of the rest of our participants. The gender dimension of the experiences of Islamophobia does not show any particular difference between men and women, except when the latter wear a religious symbol (headscarf etc.). Also, Islamophobia remains strongly subject to a phenomenon of non-declaration by the victims. About 7% of experienced Islamophobia cases were reported formally or informally. Finally, the work space, media, social networks, education / training and the public spaces are at the top of the list of areas affected by Islamophobic acts, whether it is perceived and experienced.





Resumé

Dësen zweeten Bericht vum Observatoire vun der Islamophobie zu Lëtzebuerg (OIL) weist déi aktuell Präsenz vun Diskriminéierung op Eenzelpersoune vun muslimesche Glawen hin. Trotzdem mengen 75,68% vun eise Participanten, datt si sozial gutt an de Grand-Duché vu Lëtzebuerg integréiert sinn, a 75,04% mengen, datt Eenzelpersoune mat moslemesche Glawen héi am Land manner diskriminéiert gin, wéi an de Länner rondrem eis (Frankräich, Däitschland, Belsch). Eis Resultater weisen, datt mir eng allgemeng Baisse vun 8% an islamophoben Handlungen tëscht 2017 (34,88%), 2018 (35,52%) an 2019 (27,68%) observéieren. D'erliefte islamophobesch Erfahrungen sinn ëm 1,28% tëscht 2017 (18,88%) an 2019 (17,6%) erofgaangen, a manner wéi 1% tëscht 2018 (16,96 %) an 2019 (17,6%).

Déi intersektional Approche ugeholl gouf, mécht et méiglech d'Heterogenitéit vu Diskriminatiounssituatiounen no de Sozialgruppen ze markéieren. Tatsächlech, sin e puer Eenzelpersoune, déi wahrscheinlech op Basis vun anere Critèren (d'Situatioun vun der Behënnerung, d'Droen vu reliéise Symboler, déi besonnesch Schwachstelle, déi aus der wirtschaftlecher Situatioun entsteet, déi Jonk an déi eeler Leit) diskriminéiert goufen, droen zu engem erhéechten Taux vun Islamophobie bei, en Taux deen iwwert dem Duerchschnitt vun Rescht vun de Leit, déi bei eiser Emfro matgemaach hun. Déi geschlechtlech Dimensioun vun den Islamophobie-Erfahrungen weist kee besonneschen Ënnerschied tëscht Männer a Fraen, ausser wann déi lescht e reliéist Symbol (Schleier asw.) droen. Egalement, d'Islamophobie bleift staark engem Phänomen vun Net-Deklaratioun vun den Affer ennerworfen. Ongeféier 7% vun erfuerene Islamophobie Fäll goufen formell oder informell gemellt. Schlussendlech sinn d'Aarbechtswelt, d'Medien, d'öffentlech Plaazen a Politik un der Spëtzt vun der Lëscht vun de betraffene Gebidder vun der Islamophobie, egal ob se empfongen an erfuerene ass.



Sommaire

Introduction	1
L'Islamophobie en chiffre	4
1. Méthodologie	4
2. Caractéristiques de nos participants	5
3. Résultats	17
Zoom sur 2019	20
<i>Islamophobie observée et vécue au Grand-Duché du Luxembourg pour l'année 2019</i>	20
<i>Islamophobie Perçue au Grand-Duché du Luxembourg mise en parallèle avec d'autres critères de discrimination</i>	23
<i>Islamophobie Perçue en 2019 : Domaines et types d'actes concernés</i>	26
A. Domaines	26
B. Types d'actes observés	27
<i>Islamophobie Vécue en 2019 : Domaines et types d'actes concernés</i>	28
A. Domaines	28
B. Types d'actes subis	29
L'Islamophobie en quelques mots	30
1. Les représentants associatifs s'expriment !	30
2. Compte rendu	31
L'Islamophobie dans les faits : exemples de cas d'actes islamophobes	32
1. Le travail	32
2. La voie publique	33
3. Les réseaux sociaux	35
L'Islamophobie dans les faits : avancées positives dans la lutte contre l'islamophobie	37
Conclusions & Préconisations	38



Introduction

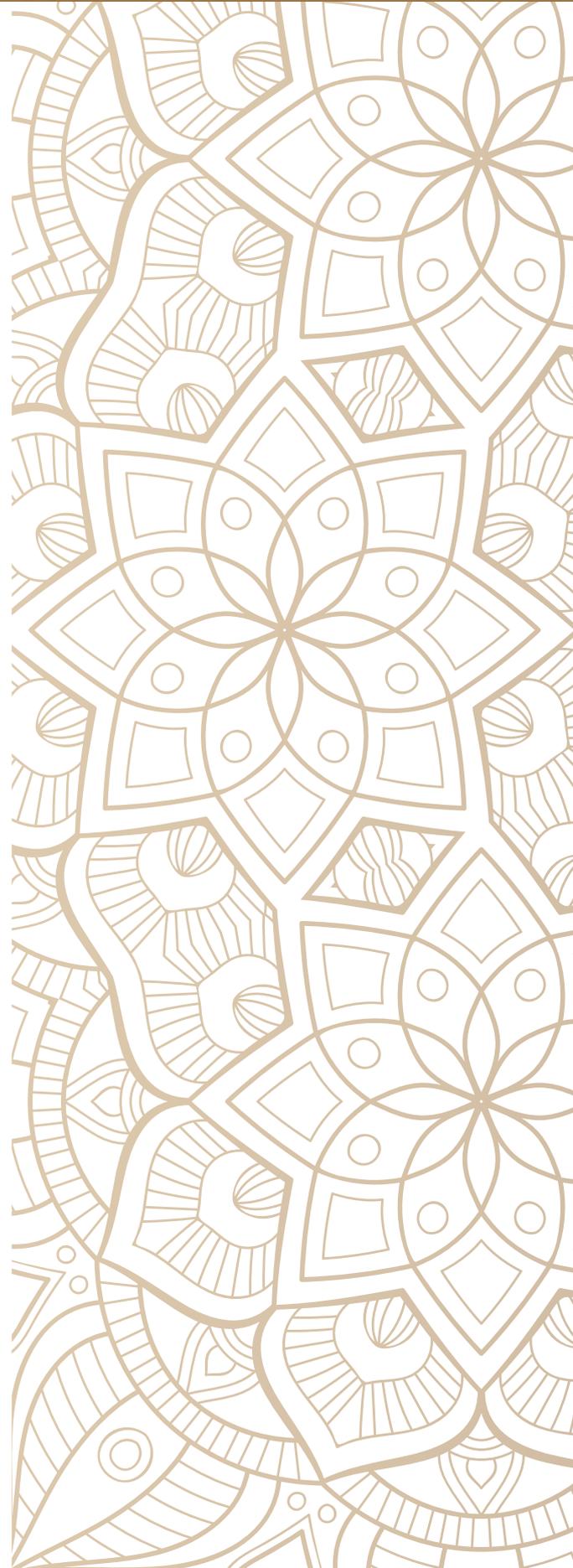
Aujourd'hui le Monde compte environ 1,9 milliard d'individus de confession musulmane, soit près de 24% de la population mondiale, et environ 5% de la population Européenne.

Aussi importante soit-elle, la communauté musulmane est victime d'innombrables injustices. Nous pouvons citer les politiques génocidaires contre les Ouïghours en Chine, les Rohingyas en Birmanie, ainsi que les exactions subies par les minorités musulmanes au Sri Lanka, en Inde ou en Centrafrique.

En parallèle, nous mentionnerons les dégâts causés par les attaques terroristes perpétrées par des groupes extrémistes violents dits « islamistes » qui, durant les quarante dernières années, ont été commises à 89,2% dans des pays musulmans (Afghanistan, Iraq, Somalie, Nigeria, Pakistan, Algérie, Syrie, Yémen, Philippines, Égypte, Inde et Libye), faisant en sorte que 91,2% des victimes de ces actes abominables sont, pour l'écrasante majorité, des musulmans (Cf. Fondapol).

Les pays européens ne sont malheureusement pas épargnés par ces actes violents entraînant l'émergence de sentiments de peur et de méfiance. Ces sentiments sont parfois réorientés, sur base d'un amalgame malsain entre l'Islam et le terrorisme, vers les populations musulmanes d'Europe, donnant naissance à une forme toute particulière de racisme moderne allant bien au-delà des caractéristiques ethnico-raciales : le racisme culturel.

En effet, jusqu'à la seconde guerre



mondiale, le racisme était essentiellement biologique, c'est-à-dire, fondé sur la croyance selon laquelle certains groupes seraient biologiquement inférieurs à d'autres. Cette croyance était associée à une hostilité manifeste à l'égard d'autres groupes définis sur une base raciale. De nos jours, ce racisme biologique a été remplacé par le racisme culturel. Cette forme de racisme est caractérisée souvent par d'autres formes de justifications idéologiques et plus particulièrement sur l'idée que les groupes discriminés adhèrent à des valeurs ou des croyances, principalement religieuses, incompatibles avec une réussite sociale ou le maintien de la paix (Klein & Leys, 2013 ; Sears & Henry, 2005). Ce sont, entre autres, de telles croyances qui donnent naissance à l'Islamophobie de nos jours.

Le premier rapport de toute l'Histoire du Grand-Duché du Luxembourg qui traite de l'Islamophobie, publié en 2019 par l'OIL, l'a bien démontré : l'Islamophobie n'est pas un mythe dans notre pays.

Nous avons pu, via un travail scientifique et une démarche empirique, mettre en évidence la présence effective de cette forme particulière de discrimination au Grand-Duché du Luxembourg. Nous avons pu dessiner une première ébauche de l'évolution prise par ce phénomène, ainsi que

du profil des victimes, des domaines concernés et des actes islamophobes les plus récurrents. Ces chiffres servant de base à la lutte contre l'Islamophobie restent tout de même encourageants si l'on prend en considération la tendance à la baisse observée entre 2017 et 2018 et le fait que le Grand-Duché du Luxembourg semble conserver l'image d'un pays bien plus tolérant que les pays frontaliers (France, Allemagne, Belgique), malgré la présence de ce phénomène.

Néanmoins, bien que nos chiffres soient considérés comme fiables, ces derniers doivent être ancrés dans une continuité afin d'avoir une vision globale de l'évolution de l'Islamophobie au Luxembourg. C'est pour cette raison que cette nouvelle enquête s'intéressant à l'Islamophobie perçue et vécue durant l'année 2019 a été réalisée.

L'Islamophobie n'est, cependant, pas la seule forme de discrimination qui mine le Grand-Duché du Luxembourg. L'étude « Being Black in the EU » de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne indiquait la présence prépondérante au Luxembourg d'une forme de discrimination raciale et une exclusion sociale des personnes d'origine africaine. En effet, 50% des sondés déclaraient avoir été victimes de discrimination les douze derniers mois contre 39% au sein de l'Union

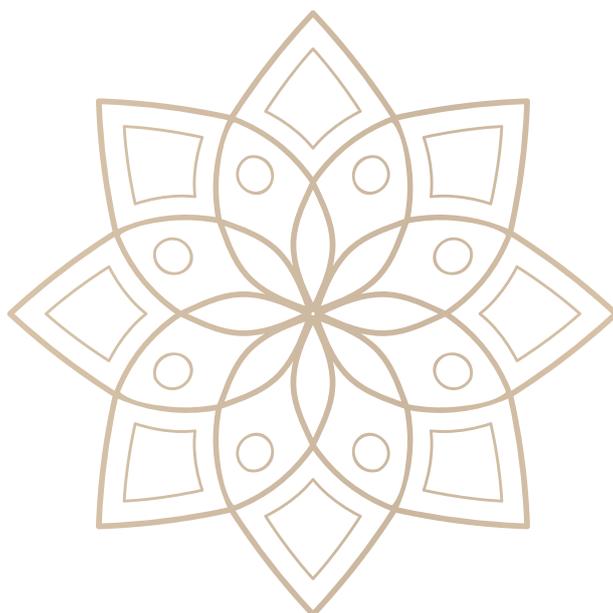
Européenne. Nous avons une pensée particulière pour George Floyd, noir américain de 46 ans, dont le meurtre par asphyxie le 25 mai 2020 par quatre agents de police de Minneapolis a embrasé plusieurs villes américaines et a provoqué une vague internationale d'émotion et d'indignation jusqu'au Grand-Duché.

Evidemment, nous ne pouvions introduire ce rapport sans faire mention du contexte sanitaire dans lequel nous nous trouvons. La pandémie liée au Covid-19 nous ayant imposé le confinement, le port du masque et des gestes-barrières nous a rappelé notre faiblesse et nous invite à l'humilité. Ce virus qui a déstabilisé la majeure partie du globe sans distinction de races, de religion ou de statut social, tout en nous conviant au respect mutuel, nous montre finalement ce que nous sommes : une communauté de destin. Une communauté qui

veut construire un destin au sein duquel la paix et la solidarité des peuples et des gens reste une valeur essentielle et déterminante. Loin de toute asphyxie discriminatoire ou idéologique.

Cette 2ème édition s'inscrit dans la perspective de l'examen de l'Islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg. Pour cela, nous aborderons dans un premier temps les chiffres d'expériences d'Islamophobie vécues ou non par les participants à notre enquête. Dans un second temps, nous présenterons les principaux éléments mis en exergue lors de nos entretiens avec les différents responsables associatifs membres de la Shoura (Institution représentative des musulmans au Luxembourg).

Enfin, nous illustrerons nos propos par des exemples de cas d'Islamophobie déclarés auprès de l'OIL. Puis, nous conclurons ce rapport avec quelques préconisations.



L'Islamophobie

en Chiffres

1. Méthodologie

Pour mener à bien cette enquête nous avons interrogé 314 individus de confession musulmane qui s'identifient eux-mêmes comme musulmans, qu'ils soient « convertis » (issus par exemple d'une famille catholique) ou issus de familles musulmanes.

Nos participants ont été choisis de façon aléatoire et sur base du volontariat sur tout le territoire luxembourgeois ainsi que dans les pays qui lui sont limitrophes. L'administration du questionnaire s'est faite en ligne via divers modes de propagation (réseaux sociaux, mails, bouche à oreille).

Après avoir détaillé certains critères socio-démographiques, nos participants devaient donner leur avis sur quelques points touchant la communauté musulmane au Grand-Duché du Luxembourg, enfin, nous les avons interrogé sur l'Islamophobie qu'ils ont observée sans que cela ne les concerne directement (Islamophobie perçue) et l'Islamophobie qu'ils ont subie directement (Islamophobie vécue) durant l'année 2019.

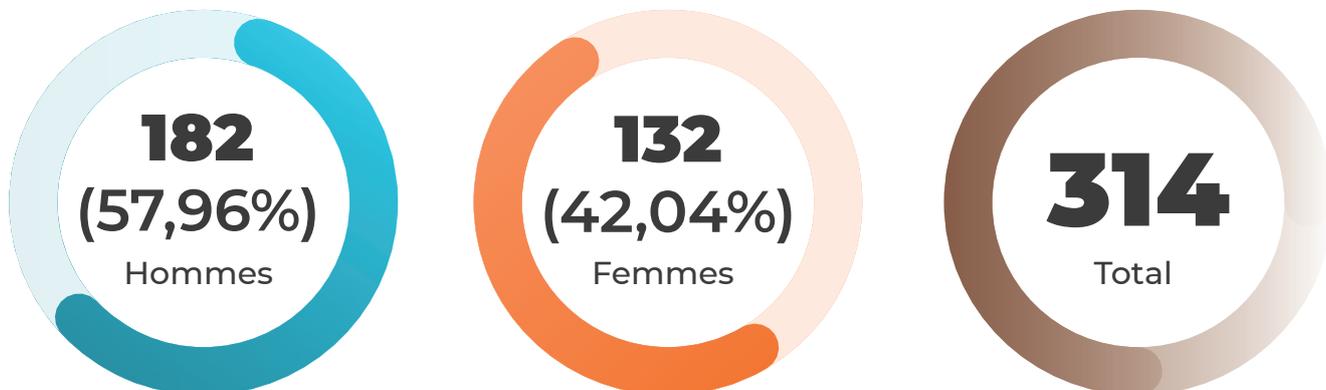
Notre analyse se centre sur la dimension genrée des expériences d'Islamophobie tout en tâchant de développer une approche intersectionnelle (approche qui prend en considération plusieurs critères de discrimination) pour dresser un tableau de l'Islamophobie le plus précis possible. Pour cela nous avons jugé pertinent de prendre en considération d'autres critères de discrimination tels que l'âge, le port de signes religieux, la nationalité, l'origine ethno-raciale, la situation de handicap, la situation familiale et la vulnérabilité particulière résultante de la situation économique.

Afin d'éprouver la stabilité des chiffres obtenus dans notre dernier rapport (l'Islamophobie pour l'année 2018) et d'établir la tendance prise par ce phénomène, nous avons réinterrogé encore cette année nos participants au sujet des actes islamophobes qu'ils auraient pu constater ou subir durant les années 2017 et 2018.

Enfin, dans le but de croiser les approches et de renforcer les chiffres obtenus, nous avons couplé cette analyse quantitative avec une analyse qualitative en interrogeant, lors d'entretiens individuels, les neuf responsables associatifs membres de la Shoura. Ces derniers ont pu s'exprimer sur la problématique de l'Islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg et ainsi enrichir nos données en y apportant leur point de vue sous l'angle du milieu associatif.

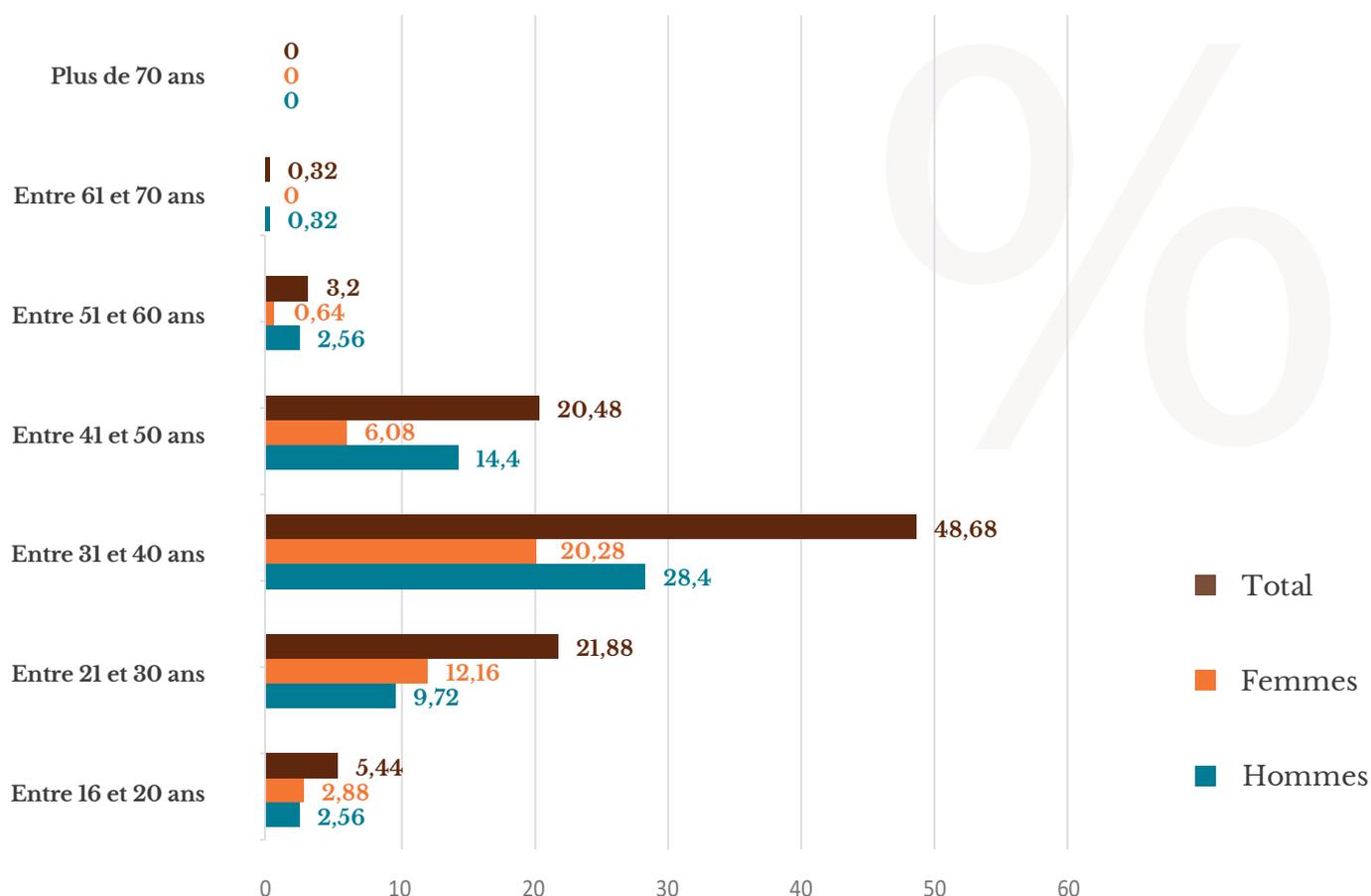
2. Caractéristiques de nos participants

Sexe

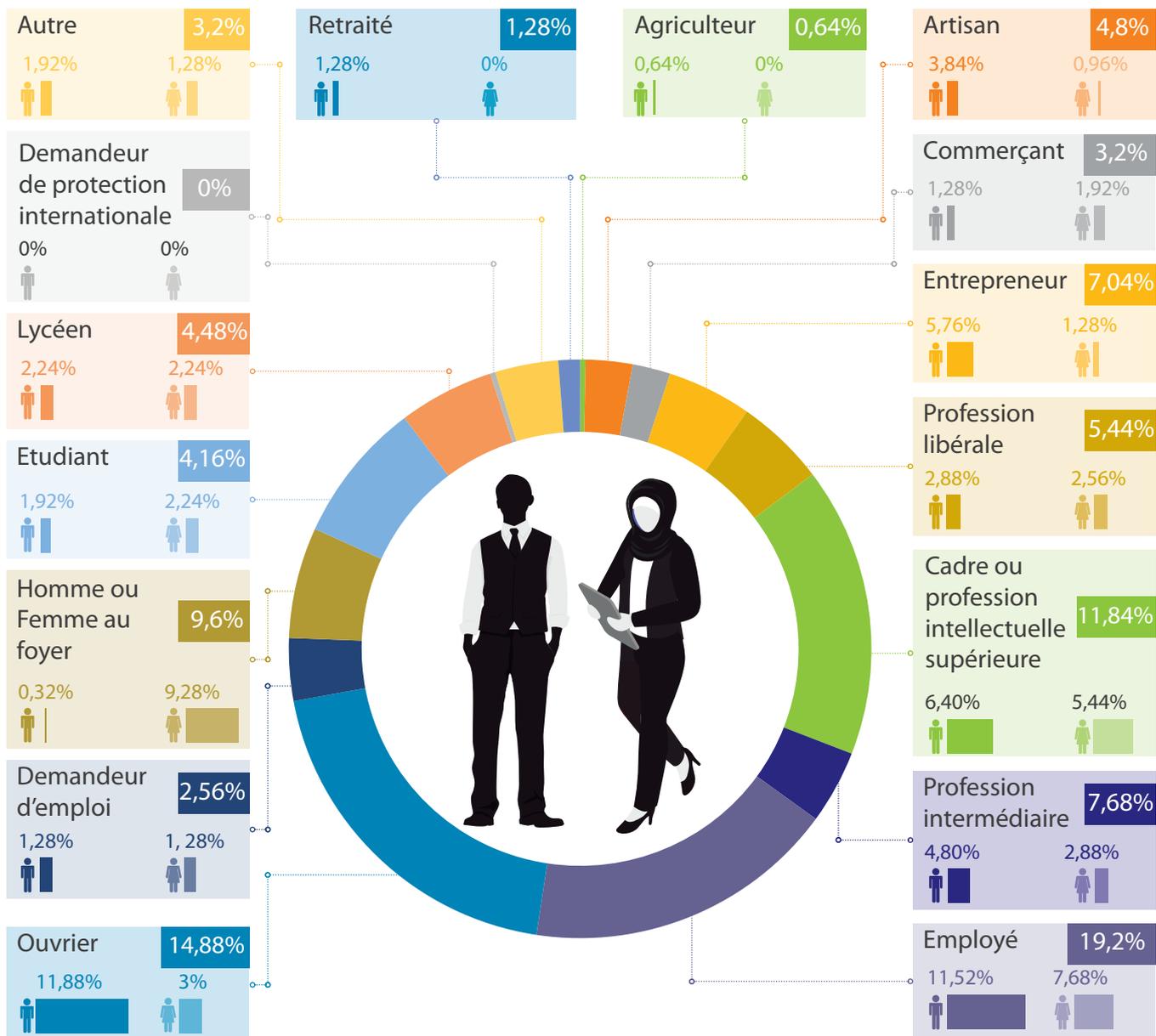


Notre échantillon est composé d'un nombre d'hommes (57,96%) supérieur à celui des femmes (42,04%). Près de la moitié de nos participants ont entre 31 et 40 ans (48,68%). Ils occupent principalement des postes d'employés (19,2%), d'ouvriers (14,88%) et de cadres/professions intellectuelles supérieures (11,84%).

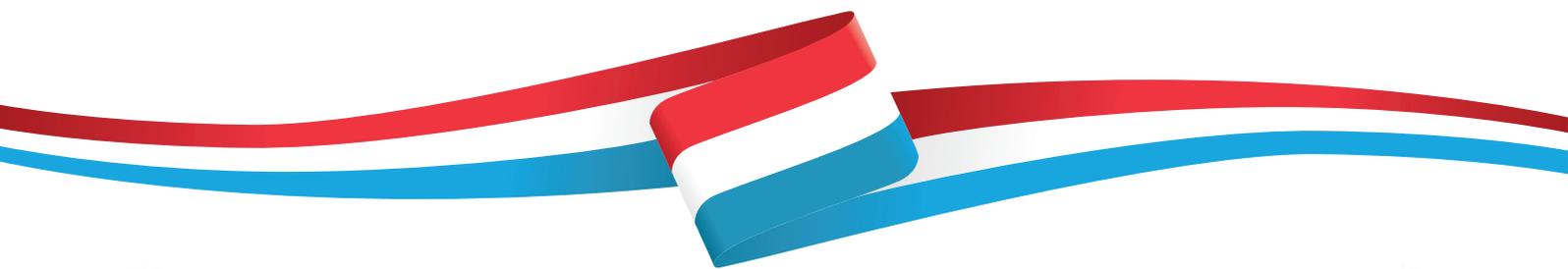
Catégories d'âge



Catégories socioprofessionnelles



Relation que les participants entretiennent avec le Luxembourg



21,88%	Nationalité Luxembourgeoise	32,36%
	54,24%	
16,96%	Résidence Luxembourgeoise	17,92%
	34,88%	
2,88%	Travailleurs frontaliers	5,44%
	8,32%	
0,32%	Autre	2,24%
	2,56%	



La grande majorité de nos participants sont de nationalité luxembourgeoise (54,24%) ou résident luxembourgeois (34,88%). Précisons, que la population musulmane est estimée à 20 000 individus au Grand-Duché du Luxembourg, qui compte près de 600 000 habitants. Environ 1,57% d'entre elle a participé à notre étude.

Situation maritale et parentale de nos participants

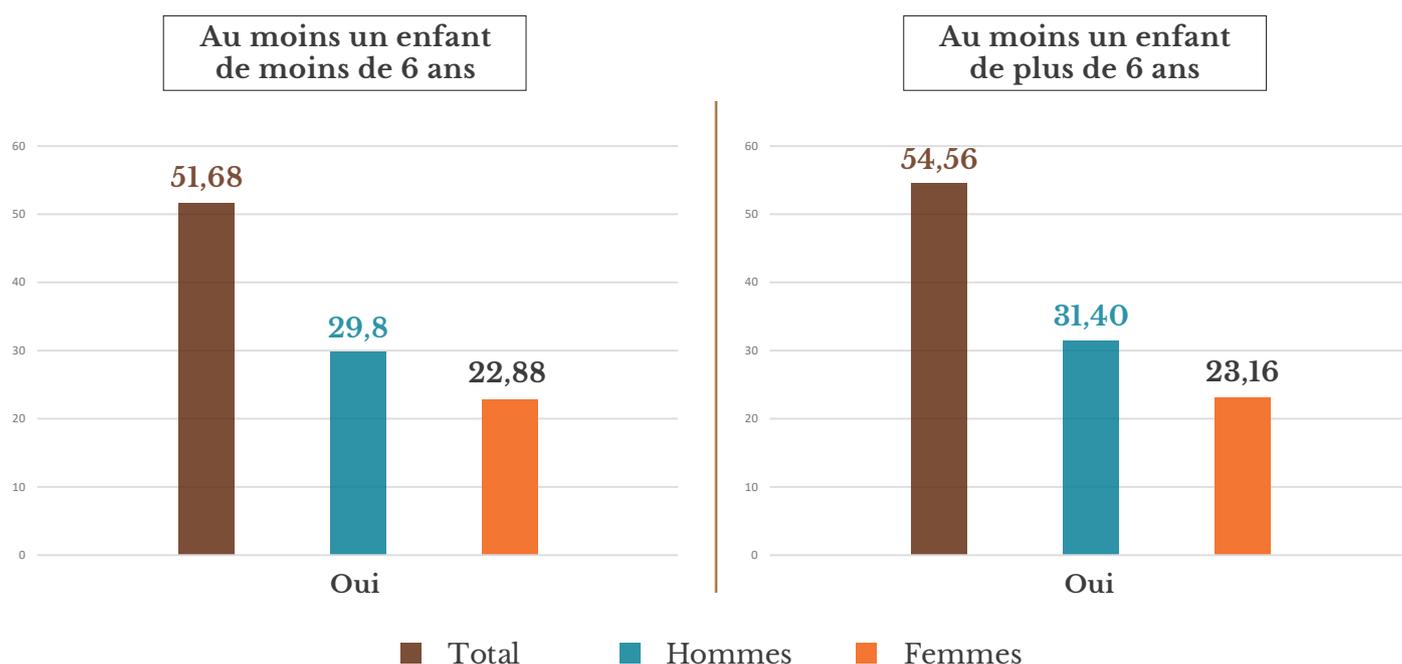
Situation maritale de nos participants



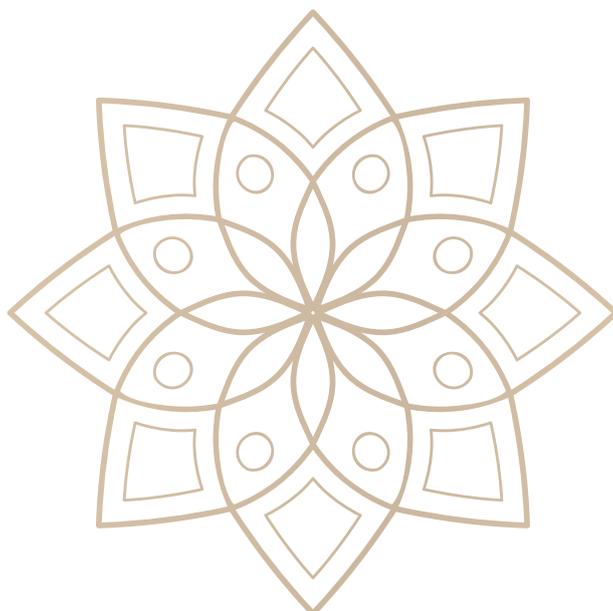
35,64%	Marié	48,68%
	84,32%	
0%	Pacsé	0,96%
	0,96%	
0,64%	Divorcé	0,96%
	1,60%	
5,76%	Célibataire	7,36%
	13,12%	



Situation parentale de nos participants



La situation familiale d'un individu n'influence pas, en règle générale, sur les compétences requises pour un poste. Néanmoins, dans la réalité, les employeurs sont souvent influencés par ces éléments d'ordre personnel. En effet, la situation maritale d'une personne et/ou le nombre d'enfants à charge peuvent avoir des répercussions professionnelles. C'est pour ces raisons que certains employeurs peuvent discriminer les individus n'ayant pas la situation familiale « normale ». Par extension, cette forme de discrimination peut être retrouvée dans d'autres domaines de la vie tels que ceux de la formation, des loisirs ou de l'accès au logement.

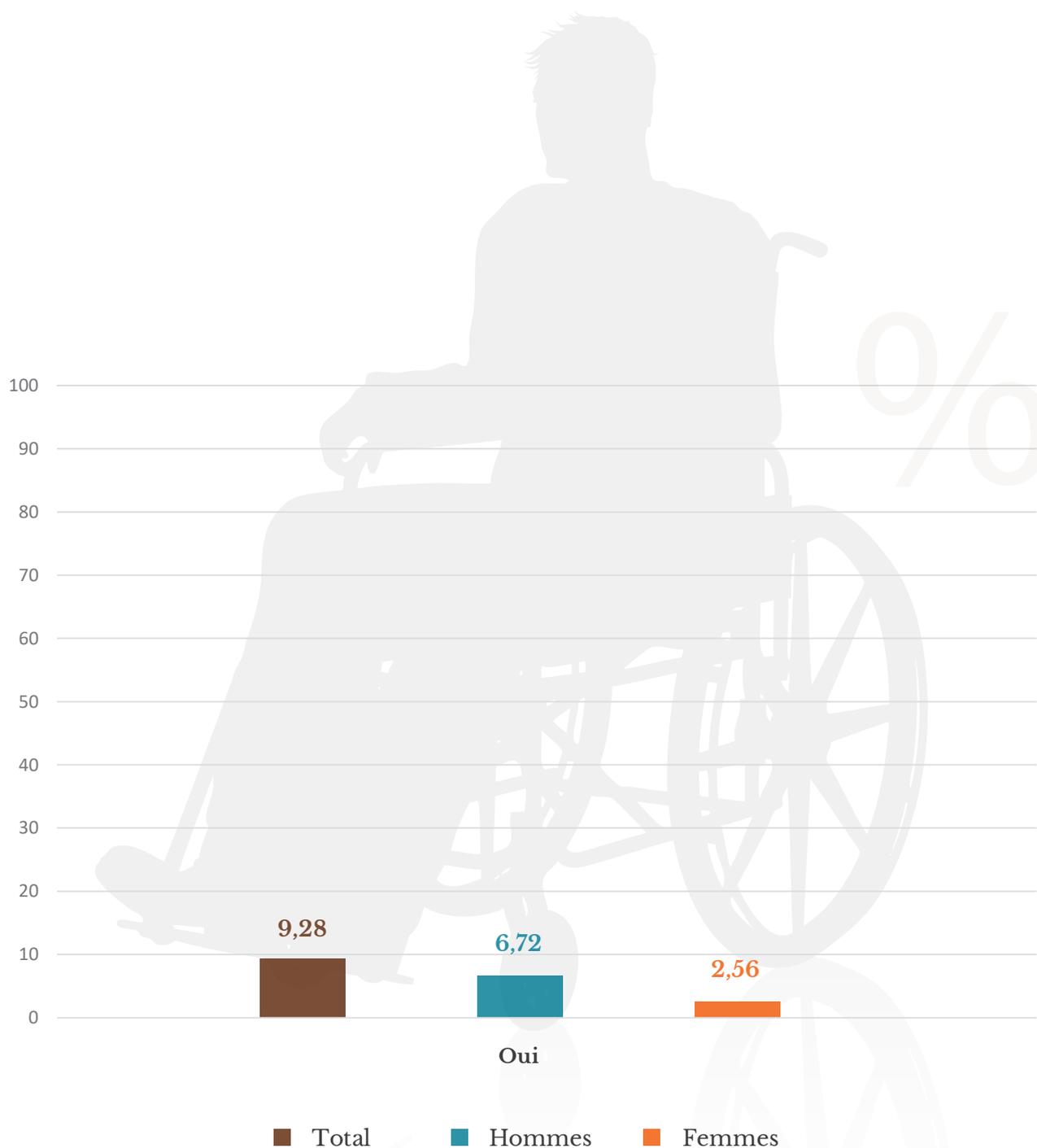


Participants en situation de handicap

En conformité avec la Convention internationale des droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006, nous avons opté pour une définition plus large de la situation de handicap.

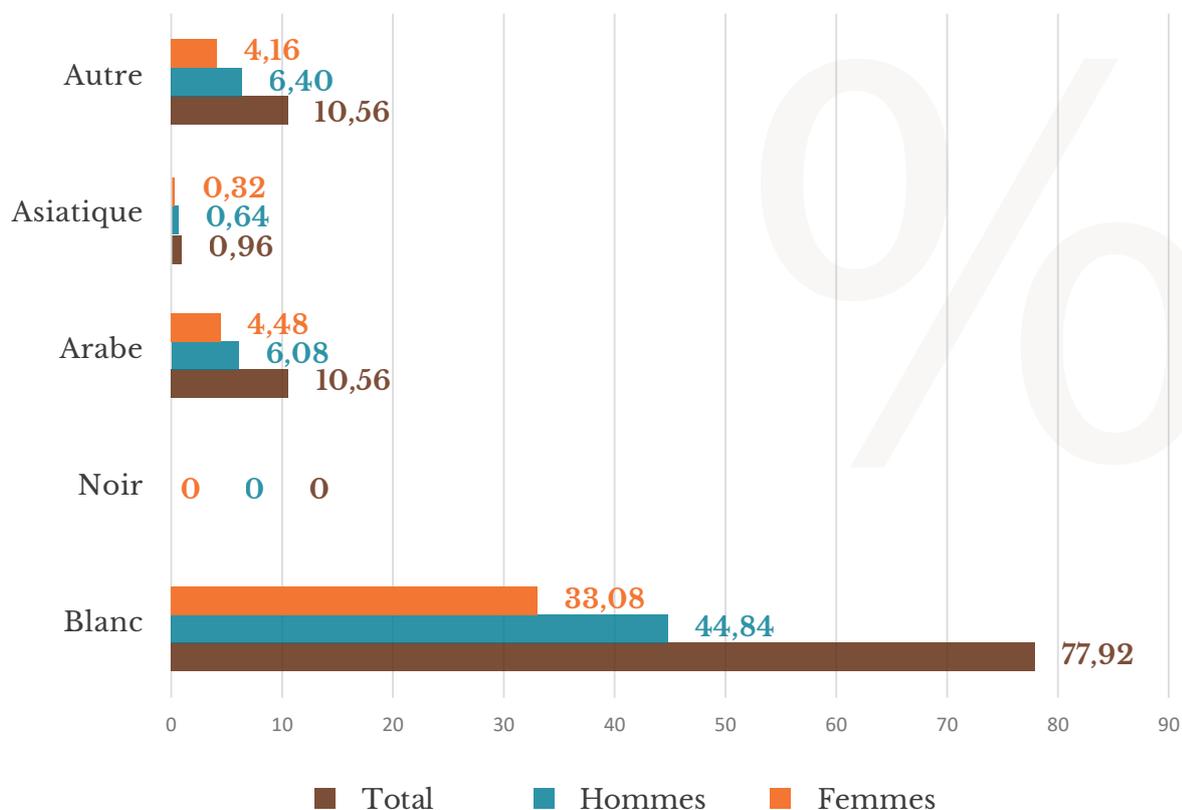
Dans cette enquête, nous entendons par « situation de handicap », les personnes qui subissent une limitation d'activité chronique ou durable liée à leur santé depuis au moins 6 mois.

Sur 9,28% des participants en situation de handicap, 5,44% d'entre-eux ont déclarés administrativement leur situation.

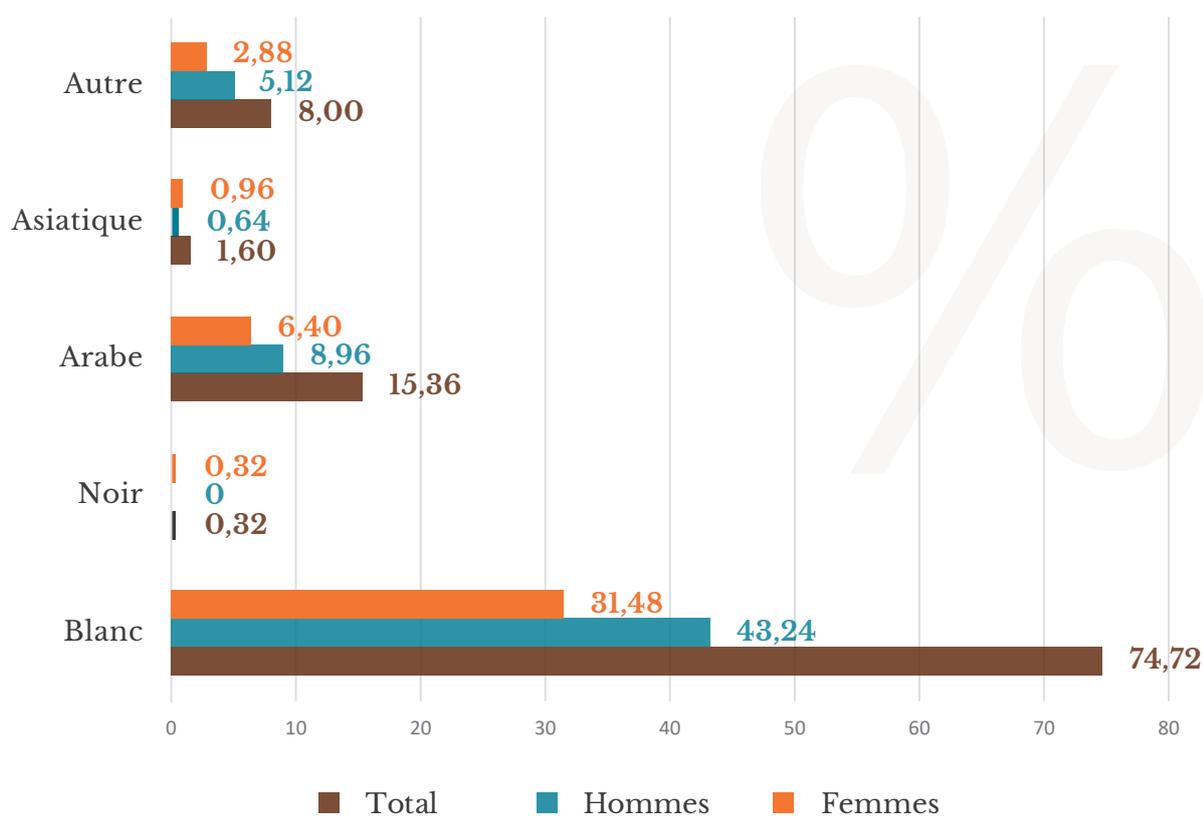


Appartenance ethno raciale reflétée par l'apparence physique et le nom de nos participants

Origine ethnique auto-perçue



Origine ethnique perçue par autrui

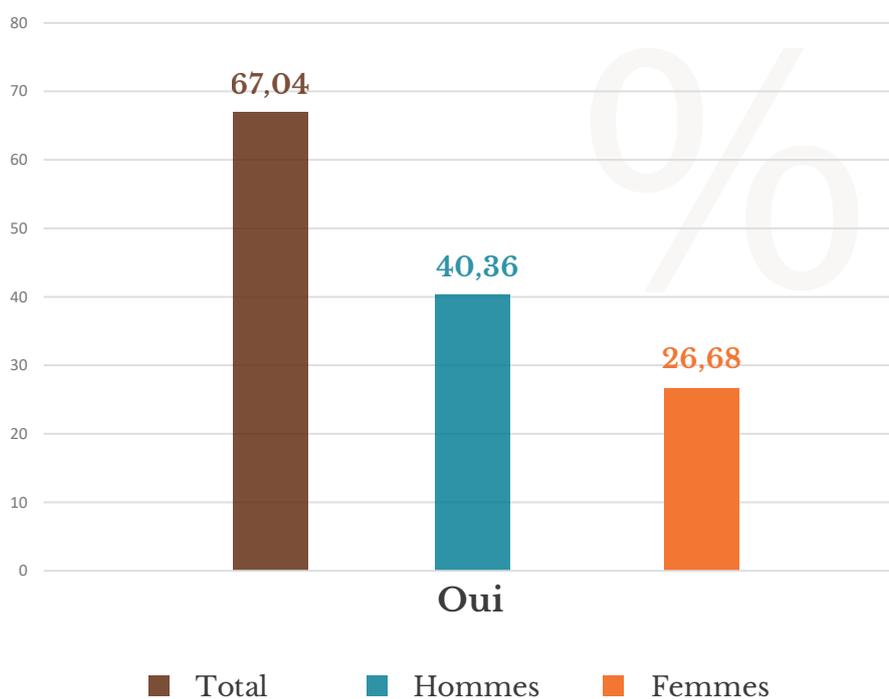


Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée sont généralement fondées sur les caractéristiques apparentes d'une personne. Nous avons donc trouvé pertinent de nous intéresser à la manière dont les personnes pensent être vues par les autres plutôt que de leur demander à

quelle(s) origine(s) elles s'identifiaient.

C'est sur base des signes religieux et culturels liés à l'Islam, l'origine ethnique perçue par autrui et la consonance étrangère de leur nom que les données relatives à l'appartenance « ethno-raciale » de nos participants ont été obtenues.

Participants avec un nom à consonance étrangère



Port de signes religieux et culturels associés à l'Islam pour les hommes



La barbe
56,59%



La taqya
0%



Le turban
0%



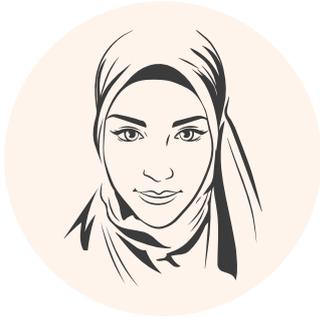
Le qamis
0%



Aucun
45,60%

Total des participants
57,96%

Port de signes religieux et culturels associés à l'Islam pour les femmes



Le voile/Hijab
35,88%



Le turban
1,53%



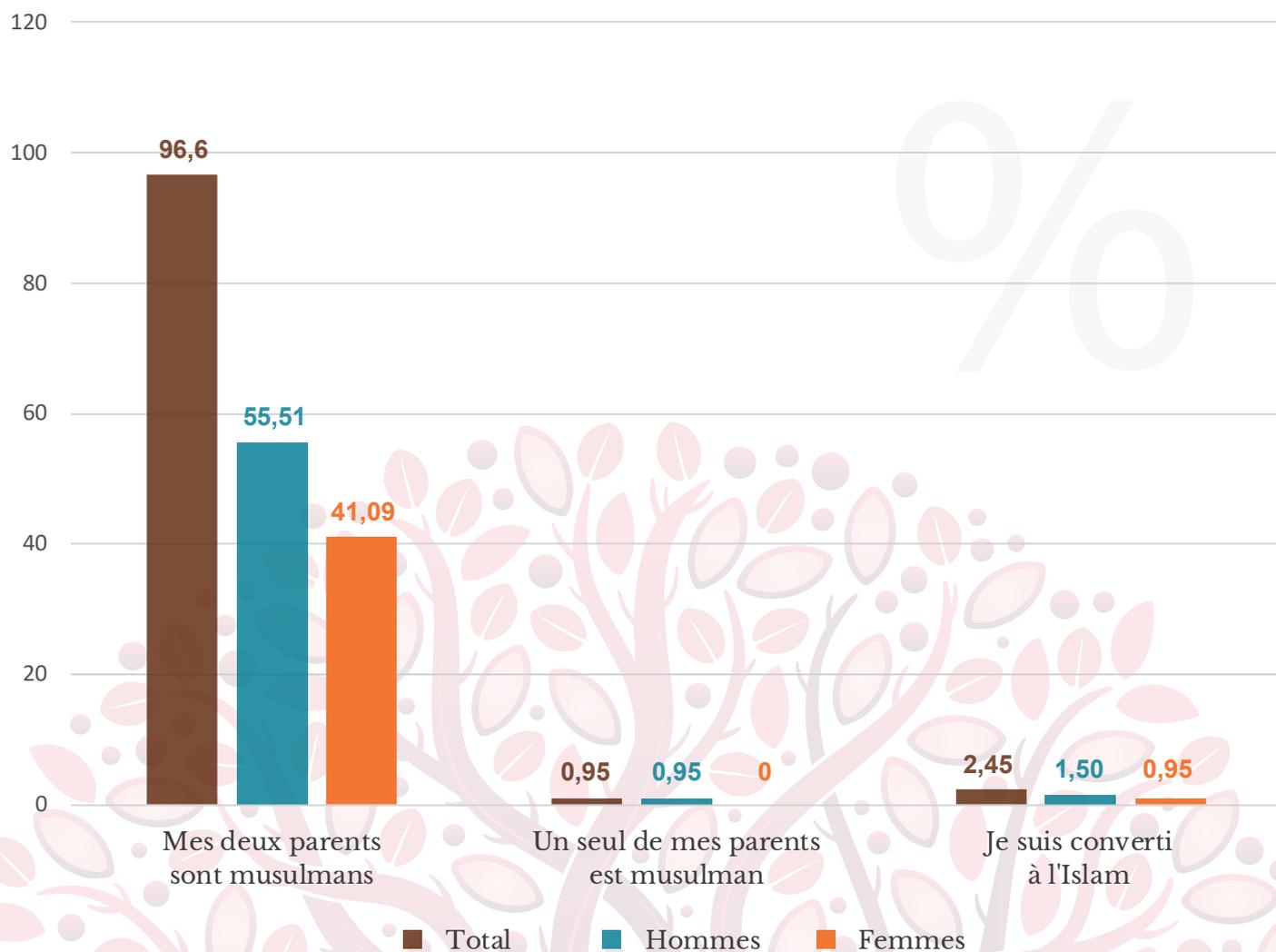
Le niqab
2,29%



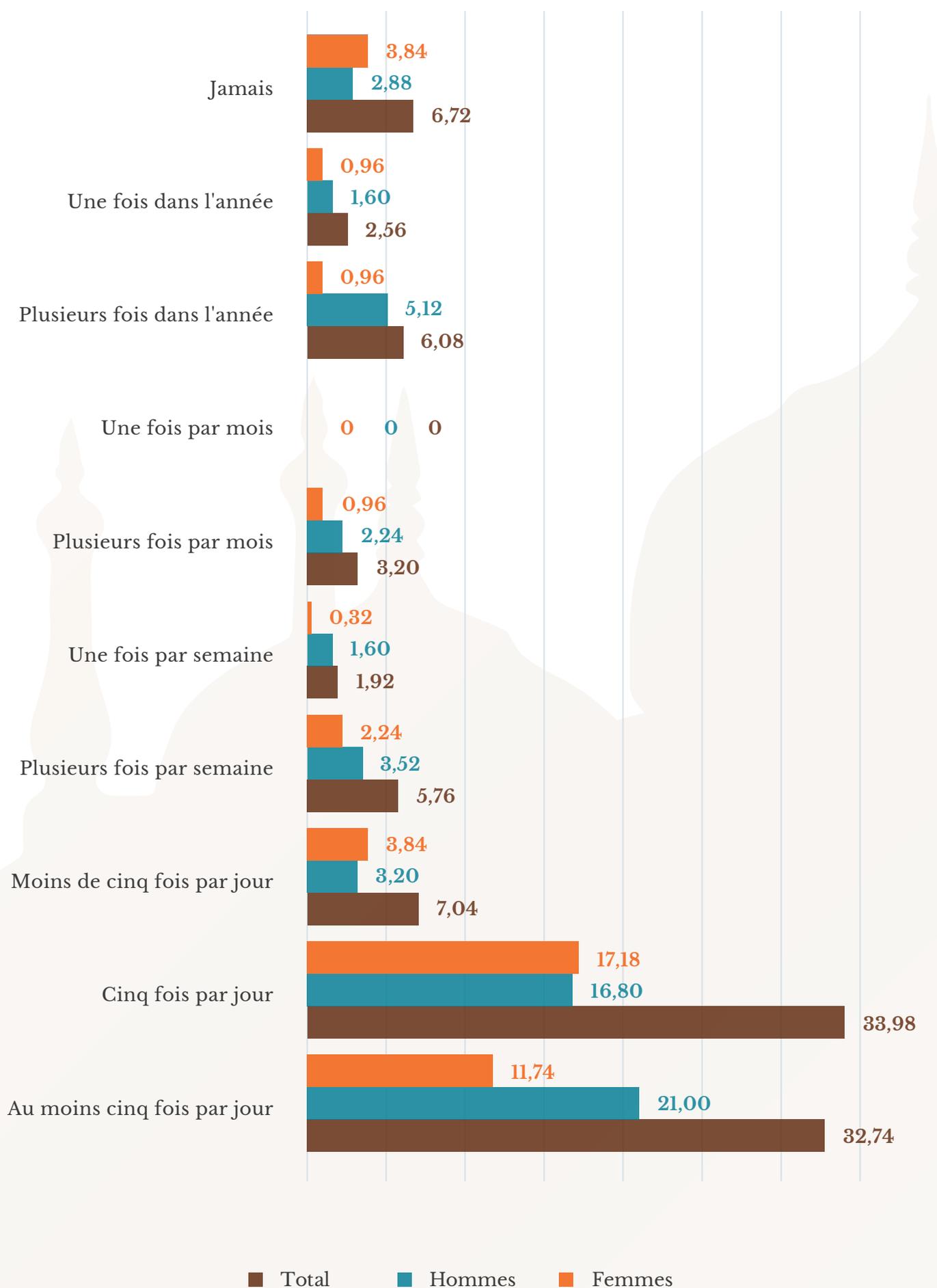
Aucun
61,83%

Total des participants
41,72%

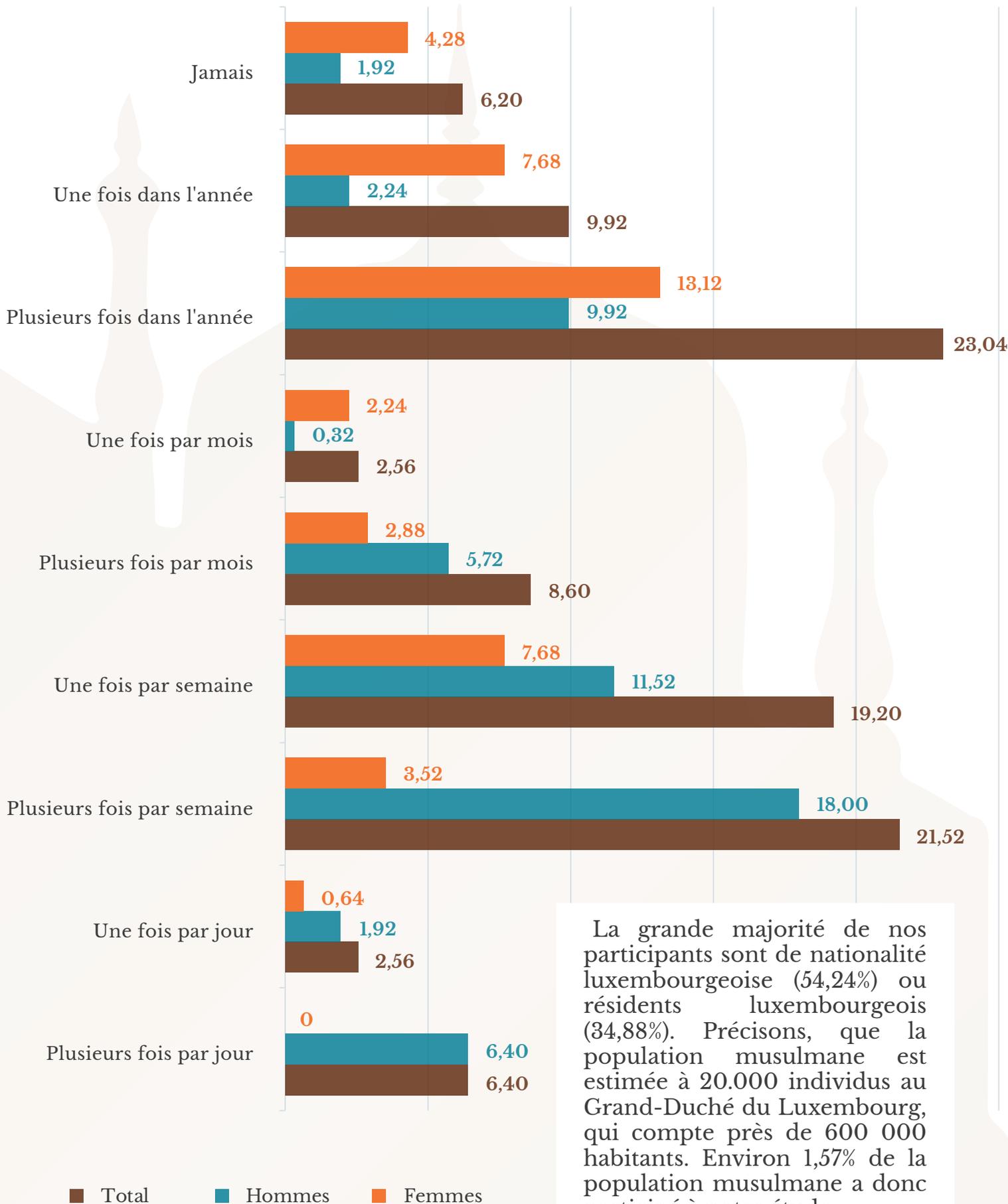
Lien avec l'Islam



Pratique de la prière



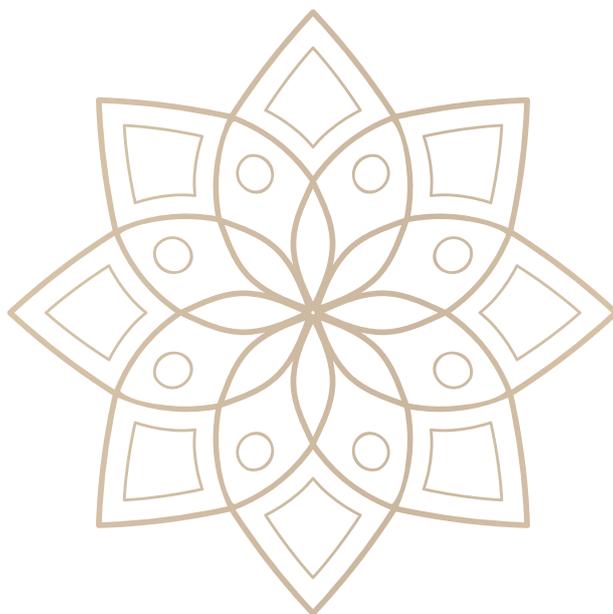
Fréquentation de la mosquée



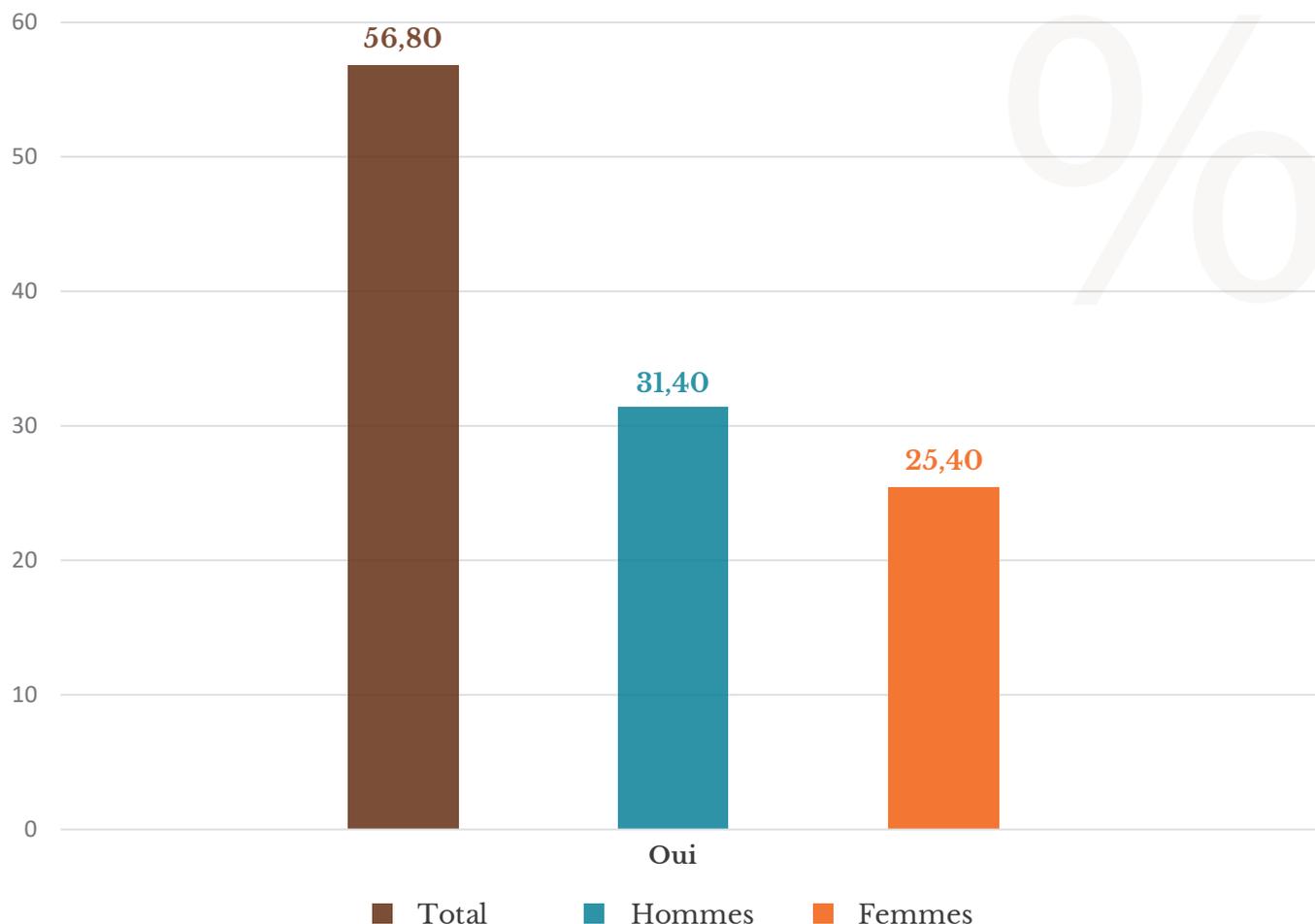
La grande majorité de nos participants sont de nationalité luxembourgeoise (54,24%) ou résidents luxembourgeois (34,88%). Précisons, que la population musulmane est estimée à 20.000 individus au Grand-Duché du Luxembourg, qui compte près de 600 000 habitants. Environ 1,57% de la population musulmane a donc participé à notre étude.

3. Résultat

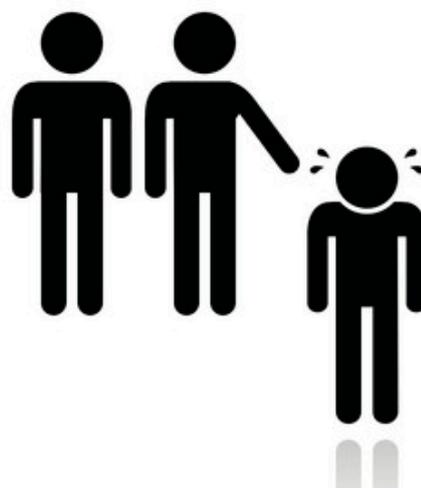
**Opinion de nos participants
au sujet de la communauté musulmane
et de l'Islamophobie
au Grand-Duché du Luxembourg**



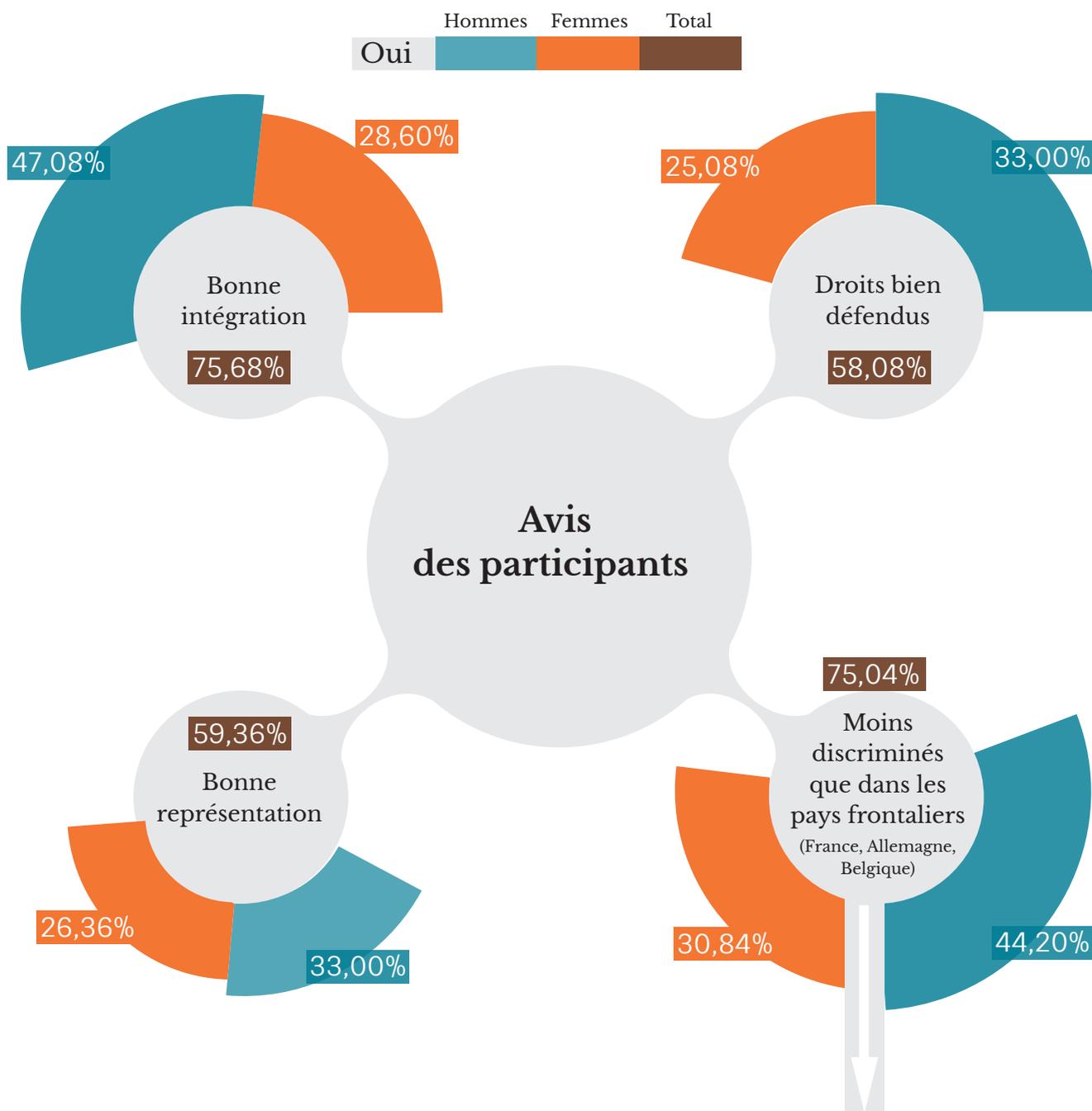
Avis des participants sur la présence ou non d'Islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg



Après avoir rappelé la définition de l'Islamophobie comme étant « l'ensemble des actes de discrimination ou de violence (verbale ou physique) contre des institutions ou des individus en raison de leur appartenance, réelle ou supposée, à l'islam », nous avons demandé l'avis de nos participants concernant la présence ou non de ce phénomène au Luxembourg. Près de 57% d'entre eux pensent qu'il y a une présence d'Islamophobie au Luxembourg, classant le travail, les médias et la politique en tête de liste des domaines concernés.



Avis des participants sur diverses situations touchant la communauté musulmane au Grand-Duché du Luxembourg

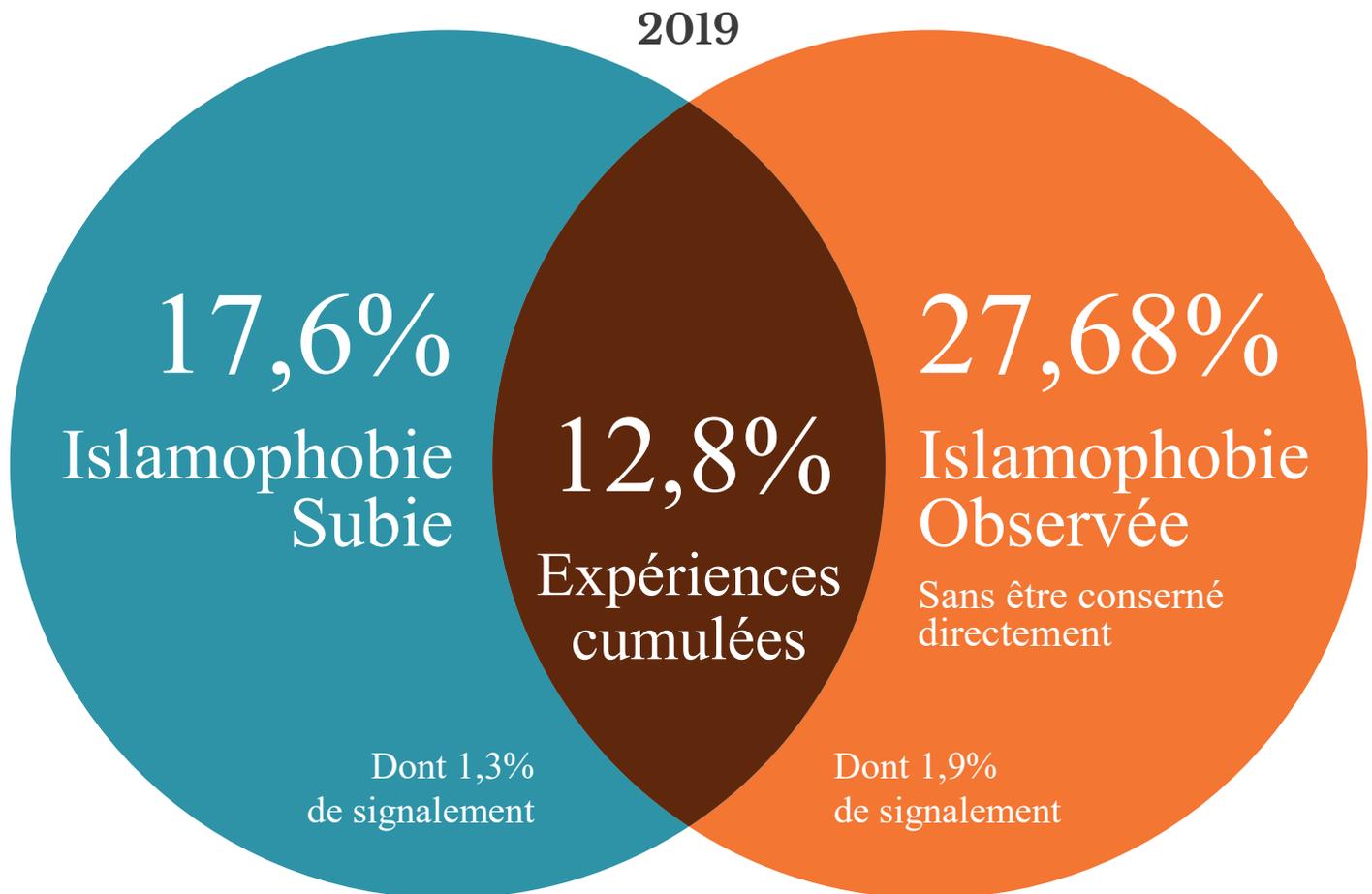


Nos participants estiment majoritairement que les individus de confession musulmane, au Grand-Duché du Luxembourg sont bien intégrés, bien représentés, que leurs droits sont bien défendus et qu'ils sont moins discriminés que dans les pays frontaliers.

Si oui, pourquoi ?

Une politique intérieure juste	39.66%
Les médias ne font pas de propagande anti-musulmans	44.40%
Les citoyens luxembourgeois sont plus ouverts d'esprit	36.21%
L'économie est bien portante	47.84%
L'Islam est bien encadrée au Luxembourg	39.22%

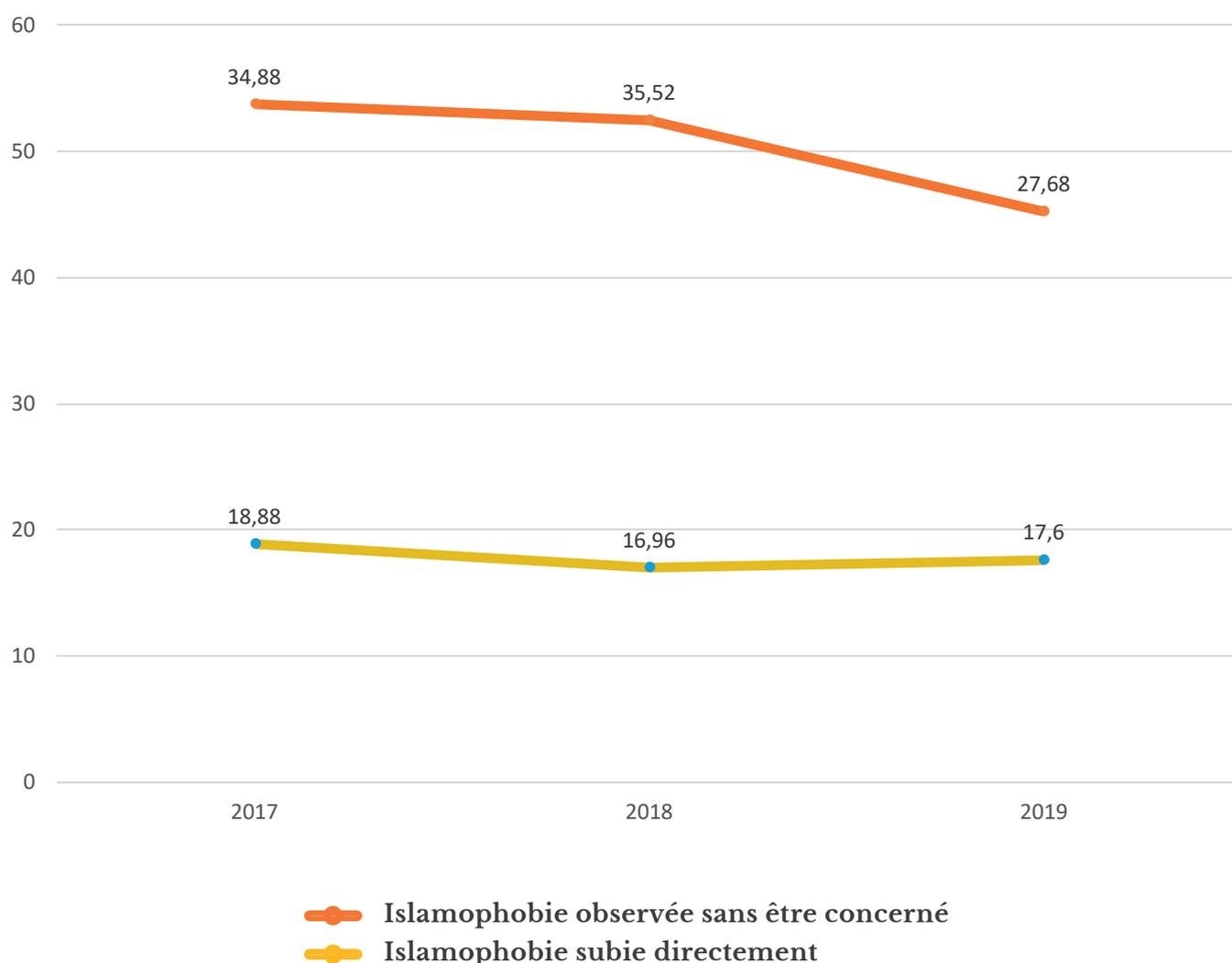
Islamophobie observée et vécue au Grand-Duché du Luxembourg pour l'année 2019



Durant l'année 2019, 17,6% de nos participants déclarent avoir été victime d'actes islamophobes, 27,68% d'entre-eux en ont observés sans que cela ne les concerne directement et 12,8% des répondants ont accumulés ces deux phénomènes.

Pendant, un important phénomène de non-déclaration des actes islamophobes est à souligner chez nos participants. Environ 7% des actes islamophobes observés ou subis sont déclarés de manière formelle (à l'OIL, la Shoura, la justice, la direction des établissements, les services sociaux etc.) ou informelle (la famille, les amis, les collègues etc.).

L'Islamophobie mise en perspective : Comparatif des années 2017, 2018 et 2019



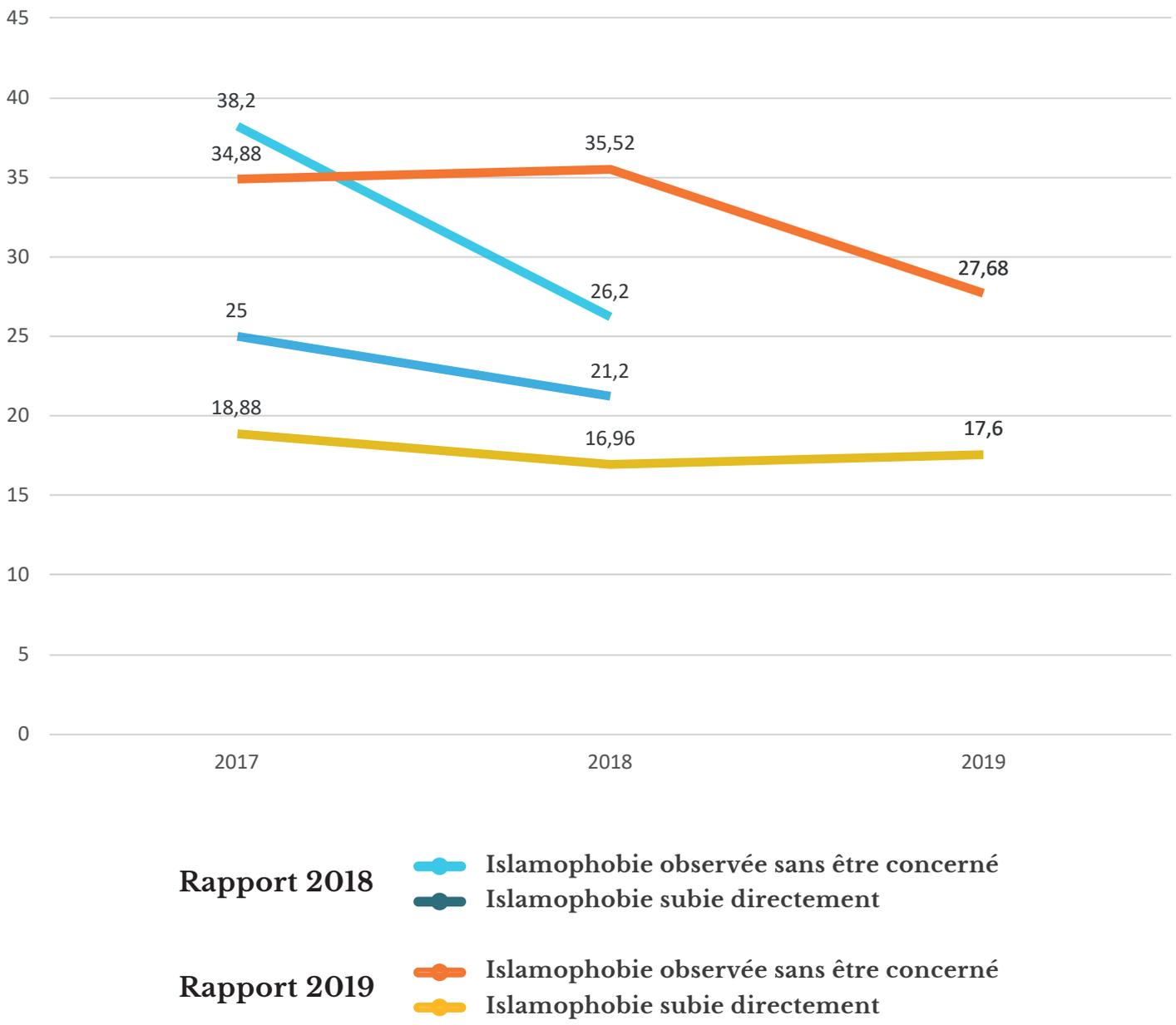
Nous pouvons constater chez nos participants qu'environ 35% d'entre eux ont observé des actes islamophobes qui ne les concernent pas durant les années 2017 et 2018. Néanmoins, ce chiffre baisse de près de 8% pour l'année 2019.

Nous observons une baisse d'environ 2% des actes islamophobes subis par nos participants entre 2017 et 2018, passant ainsi d'environ 19% à environ 17%. Puis, une stabilisation aux alentours de 17% entre 2018 et 2019 est à relever.

L'Islamophobie : Comparatif entre les rapports pour les années 2018 et 2019

Afin d'éprouver la stabilité des chiffres obtenus dans le rapport pour l'année 2018 et d'établir la tendance prise par l'Islamophobie, nous avons réinterrogé encore cette année nos participants au sujet des actes islamophobes qu'ils auraient pu constater ou subir durant les années 2017 et 2018.

Cette double mesure réalisée avec deux groupes de participants différents nous permet de souligner que, depuis la création de l'OIL en 2018, nous constatons une tendance à la baisse de l'Islamophobie pour les années 2017, 2018 et 2019.



Islamophobie Perçue au Grand-Duché du Luxembourg mise en parallèle avec d'autres critères de discrimination

Islamophobie Observée 2019		Islamophobie Vécue 2019
Sexe		
26,37%	Hommes	17,58%
28,79%	Femmes	17,42%
Jeunes		
29,41%	16 - 20 ans	29,41%
Seniors		
30%	51 - 60 ans	10%
0%	61 - 70 ans	0%
-	Plus de 70 ans	-
Relation avec le Luxembourg		
31,36%	Nationalité Luxembourgeoise	20,47%
21,10%	Résidence Luxembourgeoise	13,76%
34,62%	Travailleurs frontaliers	15,38%
12,50%	Autre	12,50%
Situation maritale		
34,15%	Célibataire	24,39%
26,24%	Marié	16,60%
66,66%	Pacsé	33,33%
20,00%	Divorcé	0%
Situation parentale <i>Au moins un enfant de moins de 6 ans</i>		
28,29%	Oui	17,79%
28,67%	Non	17,22%

Islamophobie
Observée
2019

Situation parentale
Au moins un enfant de plus de 6 ans

Islamophobie
Vécue
2019

22,22%
34,04%

Oui
Non

15,12%
20,42%

**Vulnérabilité particulière résultante
de la situation économique**

25%
37,50%
16,67%
30,77%
35,71%
-

Retraité
Demandeur d'emploi
Homme ou Femme au foyer
Etudiant
Lycéen
Demandeur de protection internationale

0%
37,5%
16,67%
46,15%
14,29%
-

Nom à consonance étrangère

32,06%
18,45%

Oui
Non

21,33%
9,71%

**Apparence ethno raciale
perçue par autrui**

27,04%
0%
31,25%
40%
24%

Blanc
Noir
Arabe
Asiatique
Autre

15,74%
0%
22,92%
20%
24%

Situation de handicap

41,38%
25,89%

Oui
Non

20,69%
17,25%

**Port de signes religieux et culturels
masculins associés à l'Islam**

29,7%
-
-
-
25,3%

La barbe
La taqya
Le turban
Le qamis
Aucun

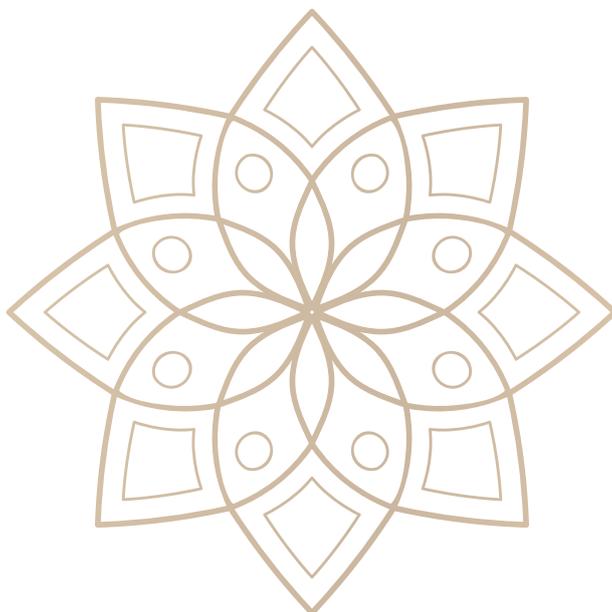
22,33%
-
-
-
13,25%

25,53%	Le voile	25,53%
100%	Le turban	0%
33,33%	Le niqab	33,33%
29,63%	Aucun	12,35%

Les pourcentages se basent sur la population de chaque catégorie susmentionnée et non sur le nombre total des participants de notre enquête.

Comme nous pouvions nous en douter certains individus susceptibles d'être discriminés pour d'autres critères que leur appartenance à l'Islam sont davantage victimes d'islamophobie que la moyenne de nos participants : les jeunes entre 16 et 20 ans (29,41%), les individus pacés (33,33%), les demandeurs d'emploi (37,5%), les étudiants (46,15%), les individus avec un nom à consonance étrangère (21,33%), les individus pouvant être identifiés comme « Arabe » (22,92%) ou « Asiatique » (20%), ceux en situation de handicap (20,69%), les hommes barbus (22,33%) et les femmes portant le voile (25,53%) et le niqab (33,33%).

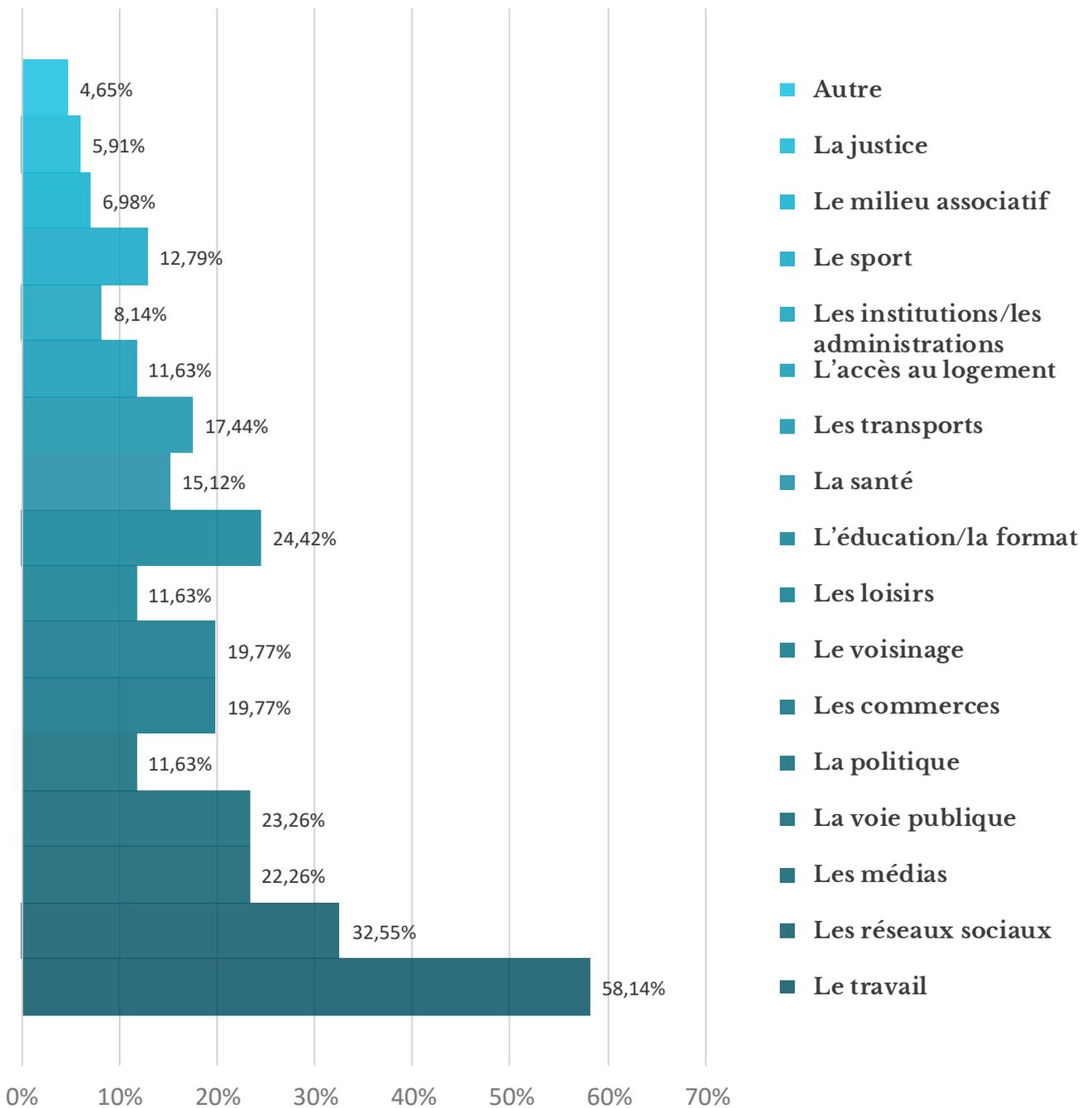
Et encore plus d'individus remplissant des critères discriminant ont observé de l'islamophobie sans que cela ne les concerne : les jeunes entre 16 et 20 ans (29,41%), les seniors entre 51 et 60 ans (30%), les travailleurs frontaliers (34,62%), les individus pacés (66,66%), les demandeurs d'emploi (37,5%), les étudiants (30,77%), les lycéens (35,71%), les individus avec un nom à consonance étrangère (32,06%), les individus pouvant être identifiés comme « Arabe » (31,25%) ou « Asiatique » (40%), ceux en situation de handicap (41,38%), les hommes barbus (29,7%) et les femmes portant le turban (100%) et le niqab (33,33%).



Islamophobie Perçue en 2019 : Domaines et types d'actes concernés

A. Domaines

Dans le classement des cinq domaines où l'islamophobie a été la plus constatée en 2019, le travail arrive loin devant en recouvrant 58,14% des individus ayant été témoins de ce phénomène. Puis viennent derrière les réseaux sociaux (32,56%), l'éducation/la formation (24,42%) puis la voie publique (23,26%) et les médias (23,26%).

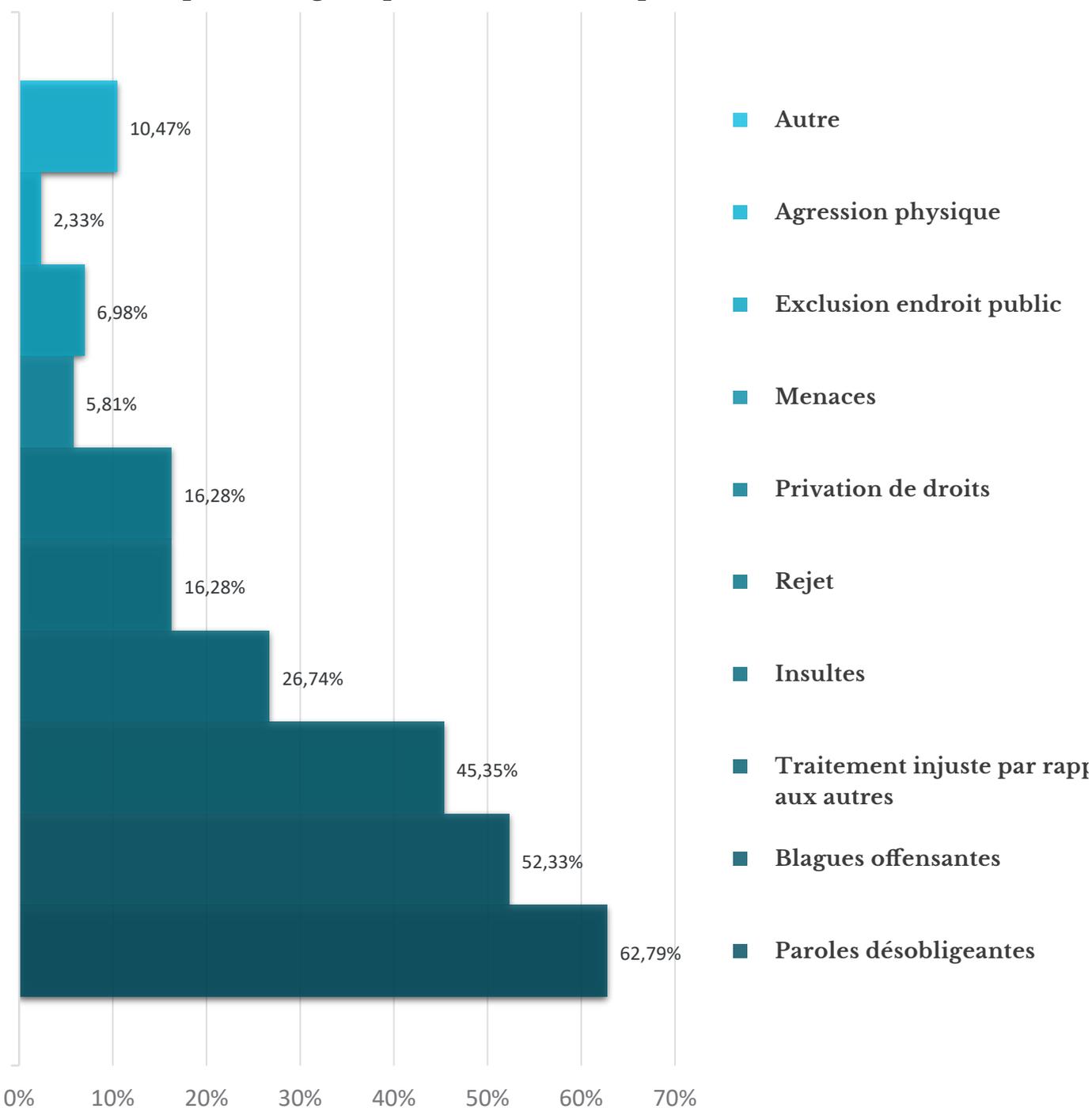


B. Types d'actes observés

Concernant la nature des actes observés, les paroles désobligeantes (discours haineux, stigmatisation, etc.) ont été perçues par plus de 62% des participants témoins d'islamophobie, suivies par les blagues offensantes (52,33%), les traitements injustes par rapport aux autres (45,35%), les insultes (26,74%), le rejet (16,28%) et la privation de droits (16,28%).

Malheureusement, nous constatons que près de 6% des individus ayant perçu de l'islamophobie ont témoigné des menaces et 2,33% rapportent avoir subi des agressions physiques.

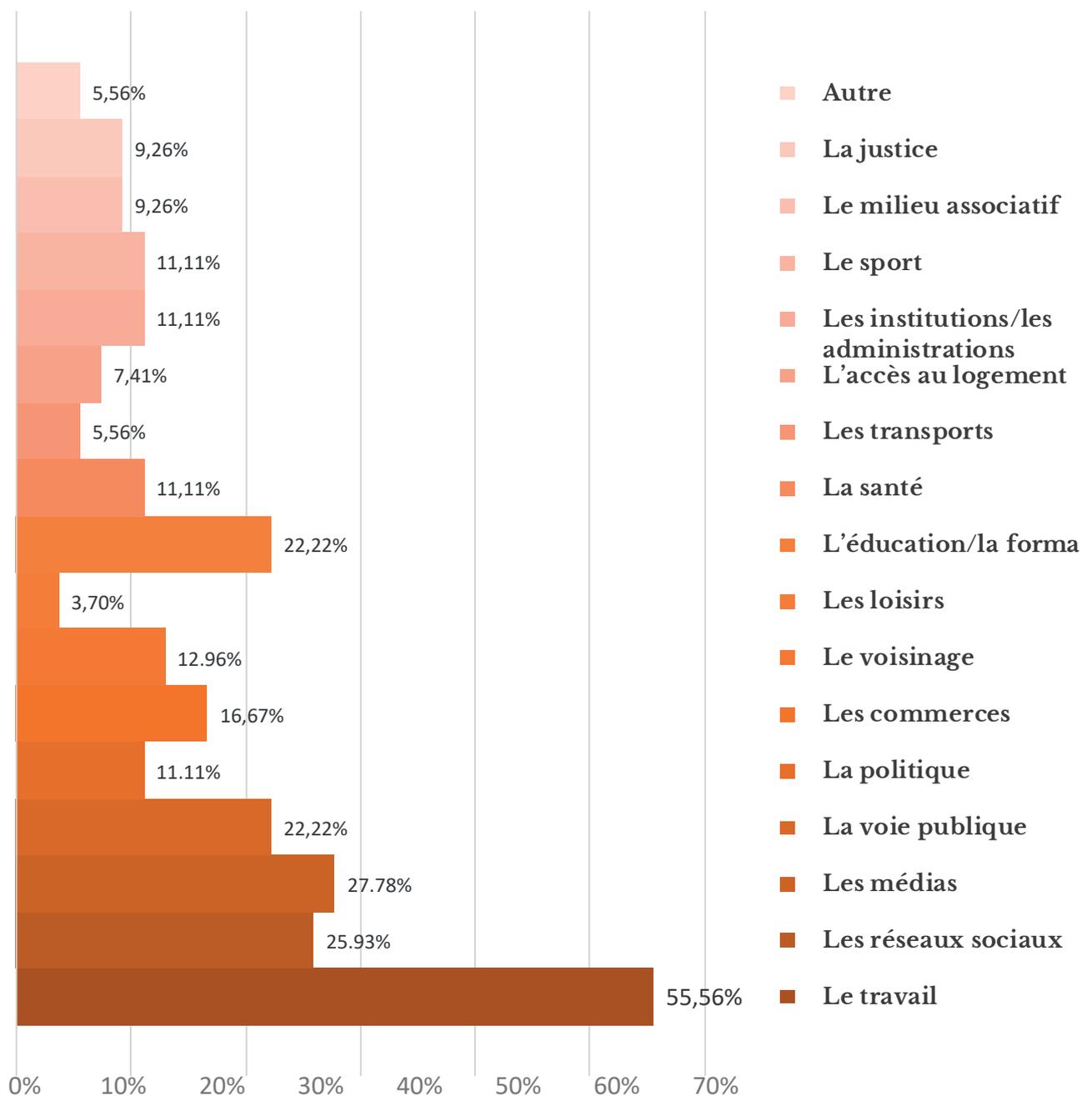
Précisons que pour beaucoup de nos participants qui ont observé de l'islamophobie ou en ont été victimes en 2018 ont été concernés par plusieurs actes islamophobes de nature différente et touchant des domaines divers. Ceci explique la somme des pourcentages supérieure à 100% lorsque l'on additionne ces derniers.



Islamophobie Vécue en 2019 : Domaines et types d'actes concernés

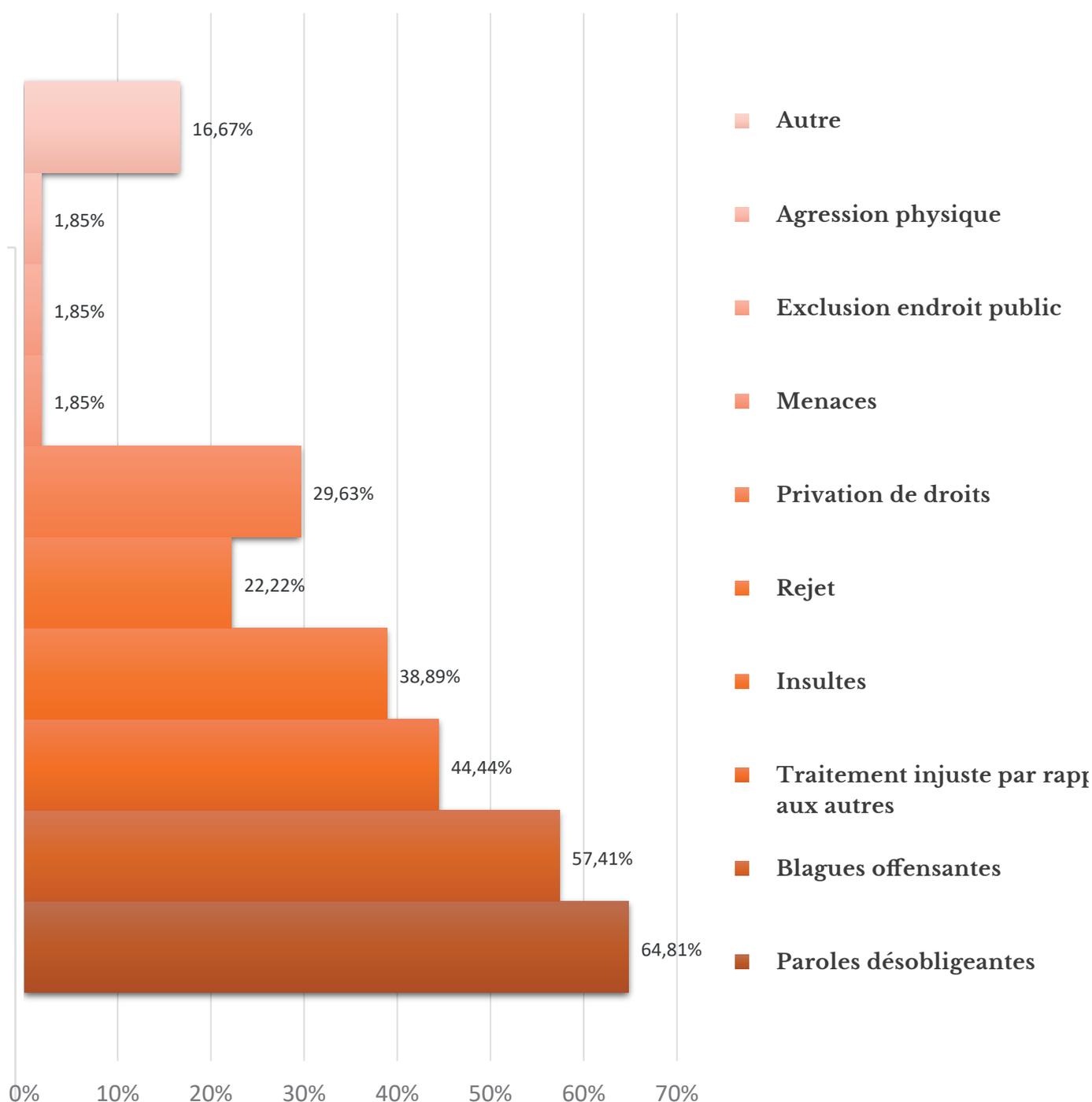
A. Domaines

L'Islamophobie a été vécue par nos participants principalement dans le monde du travail (55.56%), puis dans les médias (27.78%), les réseaux sociaux (25,93%), l'éducation/la formation (22,22%) et la voie publique (22,22%).



B. Types d'actes subis

Concernant la nature d'actes vécus, nos participants ont été en premier lieu victimes de paroles désobligeantes (64.81%), puis de blagues offensantes (57,41%), de traitements injustes par rapport aux autres (44.44%), d'insultes (38.89%) et d'une privation de droits (29.63%). Presque 2% des victimes ont été menacées ou agressées physiquement.



L'Islamophobie

en quelques mots

1. Les responsables associatifs s'expriment !

Afin de comprendre les expériences personnelles et expliquer certains aspects de l'islamophobie au Luxembourg, nous avons décidé d'interviewer, lors d'entretiens individuels, les neuf responsables associatifs membres de la Shoura (CICBL-Esch/Alzette, AIW-Wiltz, CIL-Contern, AIL-Bonnevoie, AIC Sud-Esch/Alzette, LJM-Luxembourg, CCIL-Mamer, CCINS-Diekirch, Afnane-Differdange). Leurs relations privilégiées avec la communauté musulmane via un contact de proximité en font une source d'information primordiale pour circonscrire au mieux le concept de l'islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg.

Cette approche qualitative est une autre façon de regarder la réalité sociale dans le but de non seulement chercher des réponses, mais également de formuler de nouvelles questions et de nouvelles pistes de recherches.

L'enquête quantitative réalisée par questionnaire, les entretiens menés avec des responsables associatifs et les cas d'islamophobie observés sur le terrain constituent les trois éléments du processus de triangulation (processus qui consiste à confronter les résultats de plusieurs sources de données) utilisé lors de la réalisation de ce rapport.

Nous avons interrogé les responsables associatifs sur divers thèmes (l'intégration sociale, les difficultés rencontrées, etc.) et vous présentons ci-dessous un compte-rendu des neuf entretiens réalisés.

2. Compte rendu

Tous les responsables associatifs, sans exception, estiment que les individus de confession musulmane sont bien intégrés au Grand-Duché du Luxembourg et s'y sentent bien. Ils ont une image très positive du pays de manière générale et ont développé un fort sentiment d'appartenance à la société luxembourgeoise. Parmi les interviewés, certains ont fait mention de la diaspora bosniaque comme un bel exemple d'intégration, d'ascension sociale et de réussite.

En ce qui concerne les discriminations, la majorité des personnes interrogées ne constate pas ce phénomène au Luxembourg. Ceux qui l'ont constaté estiment que cela touche surtout les femmes. Un président d'association nous a cité l'exemple d'une petite fille qui a été victime d'accusations mensongères de la part d'une camarade qui aurait rapporté à l'institutrice qu'elle l'aurait entendu sa camarade musulmane faire l'apologie du terrorisme. Sans même enquêter de manière objective, l'école a lancé une procédure judiciaire. La police s'est rendue au domicile de la petite fille à 7h du matin, ce qui a choqué tout le monde que ce soit la fille en question, sa famille ou son entourage. Surtout que cette jeune fille a toujours été remarquable de par son comportement et ses résultats scolaires.

Les associations islamiques du Luxembourg semblent entretenir de bons, voire de très bons rapports avec leurs communes. Les communes sont très facilitatrices, travaillent réellement pour le bien du vivre-ensemble et veulent l'épanouissement de leurs

administrés. Cependant, quelques communes, une minorité, répondent négativement de façon systématique aux requêtes des associations islamiques, quitte à perturber la vie des riverains.

Concernant le fait d'être fédéré par une institution centrale représentative des musulmans, la Shoura, les responsables associatifs pensent que c'est une très bonne chose. Cela permet d'organiser le culte, d'éviter l'anarchie et d'anticiper certaines questions afin que les individus ou associations n'aient pas à s'en charger de manière isolée.

Aussi, ils condamnent unanimement la discrimination, et selon eux, l'existence de l'OIL est une nécessité pour la communauté musulmane et une initiative à soutenir, afin de pouvoir lutter efficacement contre les injustices pouvant toucher les individus de confession musulmane. Cependant, le travail de l'OIL doit aussi souligner les choses positives au Luxembourg. Les responsables associatifs trouvent regrettable que l'OIL ne soit pas assez connu et qu'il y a un réel travail de sensibilisation et de prévention à faire.

Enfin, les personnes questionnées sont optimistes quant à l'avenir. La communauté musulmane doit s'organiser davantage et anticiper les défis à venir si l'on souhaite préserver le vivre ensemble qui caractérise le multiculturalisme luxembourgeois. Pour ce faire, les musulmans doivent se responsabiliser, s'améliorer et encore plus s'investir au sein d'initiatives citoyennes afin de faire prospérer la société de demain.

L'Islamophobie

dans les faits

Exemples de cas d'actes Islamophobes

1. Le travail

Menace de mort, agression verbale et physique.

Un employé d'une commune a été victime de menaces de mort, d'insultes et d'une agression physique de la part d'un autre employé. L'auteur des faits, d'origine serbe, a prononcé des insultes envers les individus d'origine bosniaque et a exprimé sa volonté de tous les égorger. Il a aussi tenu des propos racistes envers d'autres nationalités (les croates et les albanais) et a dit que s'il avait été musulman, il se serait égorgé lui-même. Lors d'une pause déjeuner, alors qu'il tartinait du pain, l'employé communal d'origine serbe a montré son couteau à l'employé d'origine bosniaque et lui a dit qu'il pourrait l'égorger avec.

Les faits ont été signalés à leur supérieur hiérarchique, c'est alors que l'auteur des faits a tordu le poignet à l'employé qu'il avait déjà menacé. Une audience a été organisée devant le bourgmestre qui a condamné ces agissements en précisant que cela n'avait aucune place sur leur lieu de travail. L'employé d'origine bosniaque a été affecté à une autre équipe. Des suites de son traumatisme, il a été un mois et demi en arrêt maladie.

Aujourd'hui à la retraite, il est toujours choqué de ce qu'il a vécu et par le fait de savoir qu'il y a encore des individus qui souhaitent exterminer les personnes « différentes » d'eux.



2. La voie publique



Agression en pleine place publique

Un matin de Janvier 2019, une jeune femme médecin portant le voile s'est faite interpeller par un homme devant un bâtiment communale, sur la grande place. Ce dernier l'a insultée avec acharnement pendant environ cinq minutes. La jeune femme a subi des insultes en relation avec l'Islam et ses origines ethniques. L'agresseur a même voulu lever la main sur elle, mais heureusement une femme âgée est intervenue et a éloigné la jeune femme de la place.

Par la suite, la femme victime de cette agression s'est rendue au commissariat, accompagnée de son époux, pour porter plainte. Cependant, ils n'ont eu aucun retour de la part de la police depuis.

La victime de cette agression était très fragilisée depuis 2018 suite à des événements l'ayant perturbée. Elle souffrait d'un état dépressif, ne sortait plus et évitait systématiquement les endroits où il y avait du monde. L'agression qu'elle a vécue en 2019 n'a fait qu'aggraver significativement son état de santé.

Inscriptions islamophobes

Au mois de Septembre 2019, sur le boulevard de la foire à Luxembourg, proche de la Luxexpo, deux panneaux de signalisation ont été vandalisés: un où il été inscrit « no migration » et le deuxième « Fuck Moslem ». Il y avait également inscrit sur un trottoir « Islam = Nazi ».

Heureusement, la commune de Luxembourg les a effacés directement après en avoir été informée.



3. Les réseaux sociaux

La CyberIslamophobie

Internet comporte autant d'opportunités que de défis ou de risques en matière de lutte contre les discriminations. En effet, il modifie les normes géographiques et les processus psychologiques de la communication. Cependant, Internet n'est pas une zone virtuelle de non-droit et l'incitation à la haine y est tout aussi illégale que dans le monde réel. Un semblant d'anonymat peut ancrer chez ses utilisateurs l'idée qu'Internet est un espace de communication où la liberté d'expression est totalement illimitée.

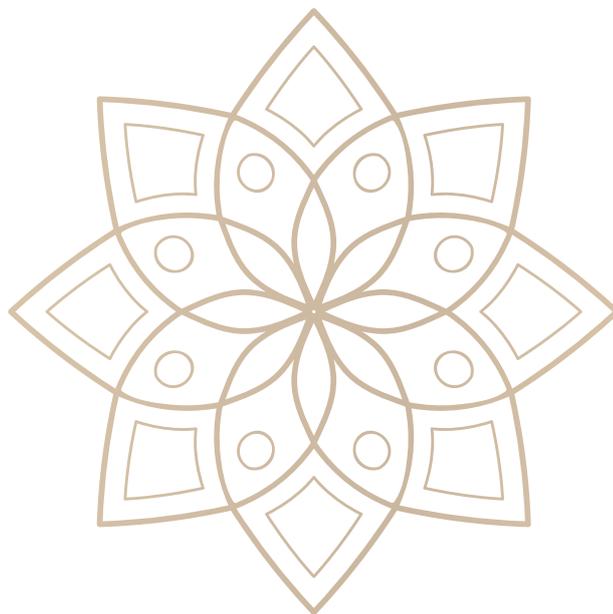
Sur les réseaux sociaux, et sur Internet en général, le concept englobant la discrimination est celui de la « cyberhaine », qui se rapporte aux « expressions de haine (brimades, insultes, propos discriminatoires) sur Internet à l'encontre de personnes en raison de leur couleur de peau, leur prétendue race, leur origine, leur sexe, leur orientation sexuelle, leurs convictions philosophiques ou religieuses, leur handicap, leur maladie, leur âge ... etc. »



Les réseaux sociaux sont des endroits de choix pour quiconque souhaite promouvoir la haine des musulmans. Les commentaires ou contenus illégaux peuvent être signalés aux administrateurs des sites en question qui contrôlent alors en interne si ces contenus enfreignent la législation. Les responsables décident ensuite si les contenus en question sont maintenus ou supprimés.

Des commentaires ou publications à caractère islamophobe sont très souvent signalés à l'OIL. Au Luxembourg, la BEE SECURE Stopline permet aux citoyens de signaler de manière anonyme et confidentielle des contenus illégaux rencontrés sur Internet.

A titre d'exemple, en 2019 la BEE SECURE Stopline a enregistré 219 URLs concernant des contenus racistes, révisionnistes et discriminatoires, dont 152 liens classés illégaux. Suite au travail réalisé par la BEE SECURE Stopline, deux femmes ont été poursuivies en justice en 2019 pour discours de haine et paroles racistes sur un réseau social.



L'Islamophobie

dans les faits

Avancées positives dans la lutte contre l'Islamophobie



L'Islamophobie et le travail de l'OIL font écho à l'international

Le travail de l'OIL n'a pas manqué d'être analysé et intégré dans des travaux d'envergure internationale. Le Congrès Américain rédige, chaque année, un rapport faisant l'état des lieux sur les libertés religieuses dans le monde. Concernant le Grand-Duché du Luxembourg (LUXEMBOURG 2019 INTERNATIONAL RELIGIOUS FREEDOM REPORT) notre rapport sur l'Islamophobie pour l'année 2018 a largement et fidèlement été cité.

Après une brève introduction sur notre existence, le rapport en question expose nos données et conclusions sur l'Islamophobie tout en soulignant quelques cas islamophobes rapportés par l'OIL. Nous pouvons citer, à titre d'exemple, les questions parlementaires posées par divers acteurs politiques concernant l'Islam ou la communauté musulmane (viande halal, construction d'une mosquée centrale etc). Ce rapport international sur les libertés religieuses s'est également intéressé à la très importante affaire juridique portant sur les permis de conduire et la possibilité pour les femmes musulmanes de porter leur foulard sur leur photo de permis de conduire.

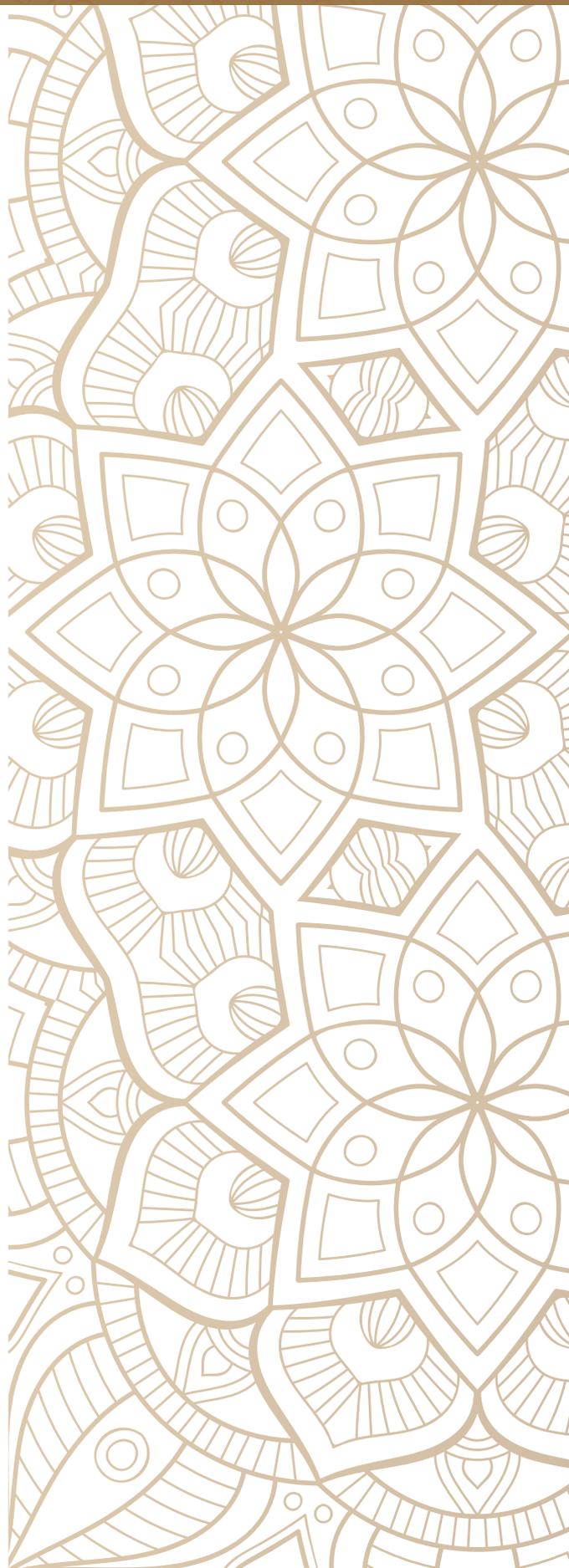
Parmi les éléments remarquables dans ce rapport traitant des libertés religieuses, nous citerons également le nombre d'individus de confession musulmane résidant au Grand-Duché qui a été estimé de façon plus réaliste comparativement au rapport de l'année précédente dans lequel ce nombre avait été sous-estimé. Malheureusement et à juste titre, le rapport fait part d'un nombre important de cas de discriminations religieuses, toute religion confondue.

Conclusions & Préconisations

Cette seconde enquête traitant de l'islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg nous a permis de confirmer objectivement, encore une fois, la présence d'une discrimination spécifique à l'égard des individus de confession musulmane. Précisons tout de même que les résultats des rapports pour les années 2018 et 2019 démontrent une tendance à la baisse de ces injustices ciblées envers les musulman(e)s, ce qui reste très encourageant pour l'avenir.

L'existence de ces actes de nature islamophobe au Luxembourg sont à mettre en perspective avec les tensions ethnico-religieuses instrumentalisées à des fins politiques dans certains pays d'Europe, notamment en France. Nous avons pu constater que ce pays possède une image très négative dans les consciences individuelles, surtout après ces dernières mesures (considérées comme discriminatoires) prises à l'encontre de la communauté musulmane de France. L'OIL constate, après la mise en place de cette discrimination étatique, une hausse de signalements de cas d'islamophobie. Cette influence négative est perceptible également sur les réseaux sociaux où certains individus n'hésitent pas à surfer sur la vague islamophobe. D'après les témoignages récoltés, aussi dans les environnements de travail, un impact négatif de certains travailleurs frontaliers est perceptible.

L'islamophobie reste un concept aux mécanismes complexes, qui peut prendre différentes formes et avoir de nombreuses conséquences au niveau



individuel et social.

Néanmoins, à l'heure actuelle, il devient urgent de mettre en place un certain nombre de préconisations si l'on souhaite endiguer efficacement l'Islamophobie.

Premièrement, il est capital que le gouvernement prenne en considération de manière active et sérieuse le problème de l'Islamophobie afin d'éviter tout débordement ou instrumentalisation.

Deuxièmement, la prévention et la sensibilisation jouent une place décisive dans la lutte contre l'Islamophobie. Il serait bénéfique d'intervenir auprès des structures qui le souhaitent afin de les informer et leur fournir un certain nombre d'outils facilitant le bien vivre-ensemble.

Troisièmement, la non déclaration d'actes islamophobes de la

part des victimes et des institutions diverses restent une source non négligeable d'alimentation de l'islamophobie. Il importe que les individus ou les institutions témoins d'injustices les déclarent et les condamnent d'une manière ou d'une autre, car rappelons que « qui ne dit mot consent ». L'approbation indirecte engendrée par le silence des victimes ou des témoins fait naître, chez les coupables de ces actes, un sentiment d'impunité qu'il est impératif de stopper.

Nous espérons que la publication de ce rapport permettra de faire baisser l'islamophobie dans un futur proche et que notre travail saura servir d'inspiration à d'autres institutions ou organismes s'intéressant à cette thématique, ainsi qu'aux divers phénomènes que nous tentons de mettre en lumière objectivement.





**OBSERVATORIUM FIR ISLAMOPHOBIE
ISLAMOPHOBIA OBSERVATORY
OBSERVATOIRE DE L'ISLAMOPHOBIE**

TÉL : +352 621 646 392

E-MAIL : CONTACT@ISLAMOPHOBIE.LU

ISLAMOPHOBIE.LU